

**Des toilettes publiques  
et communautaires  
adaptées aux femmes  
et aux filles :**  
guide à l'intention des  
urbanistes et des décideurs





## Table des matières

Objectifs du présent guide	1
Résumé analytique	2
Première partie : <b>Le besoin</b> de toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles	4
Deuxième partie : <b>Les caractéristiques</b> des toilettes adaptées aux femmes et aux filles	11
Troisième partie : Comment <b>évaluer et combler les lacunes</b> à l'échelle de la ville et locale	27

**Ahmina Akhter, agent d'entretien, nettoyant les toilettes publiques Osmani Uddan, financées par la fondation H&M, dans le quartier de Gulistan, à Dacca (Bangladesh).**

# Objectifs du présent guide

## À qui s'adresse ce guide ?

Ce guide est destiné aux autorités locales des villes chargées d'administrer le réseau de toilettes publiques et communautaires. Il s'agit notamment des responsables et des agents chargés du financement, de la planification, de la conception, de l'administration, du suivi ou de la gestion de ces équipements. Ce guide peut également orienter les pouvoirs publics, les fournisseurs de services publics ou privés, les organisations non gouvernementales (ONG), les bailleurs de fonds et les organisations de la société civile intervenant dans ce domaine. Une grande partie de son contenu revêt un caractère relativement universel. Cependant, il se concentre prioritairement sur les pays en développement.

## Quel est son objectif ?

Ce guide peut aider à mieux appréhender les besoins des femmes et des filles en matière de toilettes publiques et communautaires. Il donne des orientations sur la manière de tenir compte de ces besoins lors de la planification urbaine et de la mise en œuvre à l'échelon local. Les démarches de planification, de conception, de rénovation et de gestion devront ainsi contribuer à des toilettes plus accessibles à des usagers dont les besoins ont trop souvent été négligés, notamment les femmes, les filles et les personnes âgées et handicapées.

## Son objectif n'est pas...

Ce guide ne saurait constituer un modèle universel pour la conception de toilettes adaptées aux besoins des femmes et des filles. Les recommandations et conseils pratiques qu'il fournit ont été compilés à partir de la littérature existante, d'avis d'experts et d'analyses d'expériences pionnières issus de nombreuses régions du monde.

La conception, la mise en œuvre et la gestion des toilettes doivent être adaptées à chaque contexte. Il est donc indispensable de tenir compte des directives, normes et ressources nationales concernant les toilettes publiques et communautaires. Par ailleurs, la participation des organisations de femmes et les opinions de femmes et de filles peuvent souligner des préférences locales qui doivent être respectées.

Ce guide n'est nullement un manuel exhaustif décrivant tous les aspects d'un service d'assainissement. Il concerne les toilettes publiques et communautaires en milieu urbain. En revanche, il n'aborde pas les toilettes à domicile, sur le lieu de travail, dans les écoles, les centres de santé ou les autres bâtiments institutionnels, ni le long des grands axes de circulation. Il met particulièrement en lumière les aspects des toilettes adaptés aux femmes et aux filles. Il décrit les processus de planification et de mise en œuvre permettant de les installer. Des ressources supplémentaires sont indiquées pour fournir des orientations plus approfondies sur des éléments plus généraux de planification, de mise en œuvre et de gestion.

Enfin, ce guide suggère des manières de répondre aux besoins des personnes âgées et handicapées. Cependant, certaines ressources mentionnées fournissent des orientations plus exhaustives sur l'accessibilité des toilettes à tous les publics. Elles doivent être consultées parallèlement au présent guide.

**Première partie :** explique pourquoi des toilettes publiques et communautaires sont nécessaires et pourquoi elles doivent être

## Structure

adaptées aux femmes et aux filles.

**Deuxième partie :** décrit et illustre les caractéristiques essentielles et souhaitables permettant d'adapter des toilettes aux femmes et aux filles.

**Troisième partie :** propose des solutions pour renforcer la sensibilisation aux besoins des femmes et des filles lors de l'évaluation des lacunes en matière de toilettes publiques et communautaires à l'échelle d'une ville, ainsi que lors de la mise en œuvre et de la gestion locales.

## Pourquoi des toilettes « adaptées aux femmes et aux filles » ?

Nous employons le terme « adaptées aux femmes et aux filles » étant donné que ce guide n'aborde pas l'ensemble des identités de genre en détail. Bien que nous évoquions l'inclusion des minorités de genre lors de la mise en œuvre de toilettes publiques et communautaires, nous ne la décrivons pas de façon approfondie, notamment en raison d'un manque de données probantes et d'expérience permettant d'étayer notre réflexion.

# Résumé analytique

## **Les objectifs de développement durable visent l'accès universel à l'assainissement.**

L'assainissement est un droit fondamental. L'objectif de développement durable 6 vise à assurer l'accès universel à des services d'assainissement. Il insiste notamment sur les efforts particuliers nécessaires pour combler les besoins des femmes, des filles et des personnes vulnérables. Cependant, les femmes et les filles continuent de souffrir de l'insuffisance des infrastructures d'hygiène de façon disproportionnée. Souvent, elles ne peuvent pas utiliser les toilettes où et quand elles en ont besoin.

## **Peu de toilettes publiques et communautaires répondent aux besoins spécifiques des femmes et des filles.**

Outre le manque de toilettes à domicile, le faible nombre de toilettes publiques et communautaires entrave très fortement l'accès universel aux services d'hygiène. Lorsqu'elles existent, ces installations ne répondent généralement pas aux besoins des femmes et des filles. En matière d'infrastructures, les besoins des hommes et des femmes diffèrent pour diverses raisons : des facteurs biologiques, comme la menstruation et la grossesse ; ou des aspects sociaux ou culturels, comme la perception des notions de « dignité » et de « pudeur », les femmes restant, bien plus que les hommes, chargées des soins des enfants, des personnes malades, des proches ou membres âgés de la communauté et également des personnes handicapées. Elles sont en outre plus sujettes au harcèlement et aux violences sexuelles que les hommes.

## **Les femmes et les filles subissent l'influence négative de ces facteurs dans leur vie quotidienne.**

Lorsque la planification, la conception ou la gestion des toilettes publiques et communautaires ne contribuent pas à les adapter aux femmes et aux filles et à les rendre accessibles à tous, la mobilité des usagers (femmes, filles, mais aussi personnes âgées et handicapées) s'en trouve restreinte, ce qui limite leurs capacités à prendre part à la vie publique.

## **Ce guide aidera les autorités locales à agir.**

Ces orientations peuvent contribuer à une meilleure compréhension des besoins des femmes et des filles en matière d'hygiène par les autorités locales. Elles suggèrent des mesures concrètes permettant de s'assurer que les toilettes publiques et communautaires répondent à ces besoins.

**Les toilettes adaptées aux femmes et aux filles doivent offrir un espace intime, être sûres, accessibles, abordables financièrement et bien gérées. Elles doivent permettre une bonne gestion de l'hygiène menstruelle et répondre aux besoins des soignants.**

**Les toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles doivent :**

1. Être **sûres et offrir un espace intime** : être implantées dans un lieu sûr ; disposer d'une section réservée aux femmes clairement marquée avec une entrée distincte ; être bien éclairées ; être tenues par des agents hommes et femmes dûment formés ; être équipées de parois solides protégeant des regards.
2. **Anticiper les besoins de propreté des femmes, notamment en matière d'hygiène menstruelle**, en fournissant : de l'eau et du savon, des crochets/pendoirs pour suspendre un vêtement, des étagères et des miroirs ; des protections périodiques ; des moyens de laver ou de jeter ces articles.
3. Être **accessibles à tous les usagers** : se situer à une distance raisonnable des habitations ou des centres d'activité ; être accessibles par une voie praticable ; disposer d'au moins une cabine accessible aux personnes à mobilité réduite.
4. Être **à un tarif abordable et disponibles lorsque cela est nécessaire** : disposer de suffisamment de toilettes pour éviter les longues files d'attente, ce qui implique de prévoir plus d'espace et des cabines réservées aux femmes et aux filles ; être ouvertes lorsque nécessaire ; être proposées gratuitement ou à un tarif abordable.
5. Être **bien entretenues et bien gérées** : disposer de plans de gestion viables et de budgets pour le nettoyage et l'entretien ; être conçues pour une élimination sûre des matières fécales et des déchets liquides et solides.
6. **Répondre aux besoins des pourvoyeurs de soins et des parents** : disposer d'un espace pour changer les bébés ; proposer une cabine adaptée aux familles.

**Un effort de tous les acteurs municipaux s'impose pour garantir l'adaptation des toilettes aux femmes et aux filles, notamment pour l'évaluation...**

Les autorités doivent prévoir un réseau de toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles à l'échelle de la ville entière. Il est recommandé de mener une évaluation participative dans toute la zone urbaine et périurbaine pour analyser : 1) les espaces publics et les quartiers informels dénués de toilettes publiques et communautaires ; et 2) la capacité des infrastructures existantes à répondre aux besoins des femmes et des filles. Les urbanistes peuvent ensuite se fonder sur ces résultats pour élaborer des stratégies concernant l'ensemble de la ville, et notamment l'aménagement de nouvelles toilettes adaptées aux femmes et aux filles, ainsi que la rénovation et l'extension des installations jugées inadéquates.

**...et la mise en œuvre à l'échelle locale.**

Le recueil des expériences et avis des personnes qui utilisent déjà les toilettes ou en ont besoin permettra de comprendre les aspects les plus indiqués : lieux d'implantation, horaires d'ouverture, tarifs, certains aspects de l'exploitation et de la gestion, ainsi que les éléments à prioriser en vue de répondre aux besoins des femmes et des filles.

**Les femmes et les filles devront être invitées à participer dès le début du processus.**

L'évaluation du tissu urbain et périurbain et les processus de mise en œuvre locale doivent tenir compte des spécificités de genre. Les femmes, les filles, ainsi que les personnes et les groupes généralement exclus doivent donc jouer un rôle central dans les processus si l'on veut que les toilettes répondent effectivement à leurs besoins.

# 1. Le besoin de toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles

Dans cette partie, nous mettons en évidence les responsabilités des pouvoirs publics aux échelons nationaux et locaux concernant la fourniture de services d'assainissement pour tous, ainsi que le rôle des toilettes publiques et communautaires pour remplir cette fonction. Nous expliquons ensuite les raisons pour lesquelles ces toilettes doivent être mieux adaptées aux femmes et aux filles.

## Le rôle des toilettes publiques et communautaires pour un accès universel à l'hygiène.

### L'assainissement en tant que droit fondamental

Aller aux toilettes est un besoin humain élémentaire. Cependant, de nombreuses personnes, notamment des femmes et des filles, ne peuvent souvent pas s'y rendre où et quand elles le veulent ou en ont besoin.

Il appartient clairement aux pouvoirs publics d'accorder un accès universel à des services d'assainissement. En 2010, les Nations Unies ont reconnu l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental. Elles ont également affirmé que ces services sont essentiels à la jouissance de l'ensemble de ces droits<sup>1</sup>. Les critères des droits fondamentaux précisent que les toilettes doivent être pourvues en nombre suffisant, matériellement accessibles, sûres, à un prix abordable, conçues pour être utilisées par tous, et qu'elles doivent respecter les spécificités culturelles et être adaptées à tous les genres<sup>2</sup>.

Les objectifs de développement durable convenus par 193 pays en 2015 visent à atteindre l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats dans des conditions équitables d'ici à 2030, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable (cible 6.2). Ils ont également pour ambition d'éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles dans les sphères publiques et privées (cible 5.2), et de faire une place et valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, notamment par l'apport de services publics et d'infrastructures (cible 5.4)<sup>3</sup>.

**Des espaces publics et extérieurs bien conçus et adaptés à tous contribuent à la bonne santé et à la qualité de vie des résidents. L'accès à des toilettes en est un élément déterminant.**

## Toilettes publiques ou toilettes à domicile

Les toilettes individuelles sont la solution la plus appropriée pour éliminer la défécation à l'air libre et assurer l'accès universel à l'assainissement. Les toilettes publiques et communautaires jouent également un rôle déterminant.

Les toilettes à domicile sont préférables aux installations partagées et communautaires, puisque, dans la plupart des situations, elles sont plus sûres, notamment pour les femmes et les enfants<sup>4</sup>. Elles offrent également plus d'intimité, une durabilité supérieure, et elles permettent une réelle appropriation par les usagers. Cependant, de plus en plus de personnes à faibles revenus vivent dans des habitats informels de haute densité<sup>5</sup>. L'espace y fait cruellement défaut et le régime foncier y pose souvent problème. Ces quartiers sont en outre exposés au risque de saturation des sols en eau et les inondations saisonnières peuvent y être fréquentes. Ces conditions peuvent rendre l'installation de toilettes à domicile difficile, voire impossible. À moins de reloger les résidents, des toilettes communautaires de haute qualité sont donc la seule solution pour donner accès à des conditions d'assainissement sûres<sup>6,7</sup>.

Les habitants ont besoin d'utiliser les toilettes tout au long de la journée. Un accès est donc nécessaire même lorsqu'ils ne sont pas à leur domicile. C'est pourquoi des toilettes doivent être proposées dans les écoles, sur les lieux de travail et dans les centres de santé, et des toilettes publiques doivent être aménagées sur les marchés, dans les parcs, près des points névralgiques des déplacements urbains, ainsi que dans tous les endroits où les gens sont amenés à passer du temps<sup>8</sup>.

## La planification urbaine pour une meilleure qualité de vie

Des espaces publics et extérieurs bien conçus et adaptés à tous contribuent à la bonne santé et à la qualité de vie des citoyens<sup>9</sup>. L'accès à des toilettes en est un élément déterminant. La disponibilité, la conception et le lieu d'implantation des toilettes publiques et communautaires influencent la façon dont les habitants utilisent l'espace et y évoluent, et, par conséquent, leur participation à la vie sociale et économique<sup>10</sup>.

Dans de nombreux pays, la conception et la fourniture de toilettes publiques et communautaires et de services d'assainissement en ville incombent aux autorités locales. Celles-ci peuvent être directement responsables de l'installation des toilettes ou jouer un rôle de régulation et de supervision de toilettes publiques appartenant à ou gérées par des sociétés privées. Les fonctionnaires locaux et les urbanistes ont donc la lourde responsabilité de s'assurer que les toilettes publiques et communautaires sont sûres et accessibles pour tous les usagers, y compris les femmes et les filles.

## Définitions

En pratique, la nuance entre toilettes publiques et toilettes communautaires (ou partagées) est confuse. Cependant, nous nous référerons ici aux définitions suivantes :

### Les toilettes communautaires

sont des infrastructures d'assainissement destinées à être utilisées comme toilettes principales par un groupe de résidents locaux clairement défini.<sup>i</sup> Elles sont généralement implantées dans des lieux où les toilettes à domicile font défaut, notamment dans des quartiers de taudis ou des quartiers informels ou à proximité de ceux-ci. Les bâtiments de toilettes communautaires disposent le plus souvent de nombreuses toilettes individuelles, appartiennent à des communautés ou à des autorités locales et sont gérés par celles-ci.

Les toilettes communautaires se distinguent des toilettes partagées, qui appartiennent souvent à un foyer et sont partagées par un nombre de foyers plus restreint. Les toilettes partagées ne sont pas abordées dans ce guide.

### Les toilettes publiques

sont des infrastructures d'assainissement destinées principalement aux personnes travaillant dans une zone ou aux passants, et non aux résidents. Elles trouvent généralement leur place près des espaces publics ou des lieux d'activité, comme les marchés, les zones commerciales, les points de correspondance des réseaux de transport, les parcs, les sites d'intérêt religieux ou touristique et les lieux fréquentés par les sans-abri (notamment les sans-logis et les sans domicile fixe).

<sup>i</sup> Consulter l'étude de cas à la page 42 de House S., Ferron S., Sommer M. et Cavill S. (2014)<sup>4</sup>.

## Pourquoi les toilettes publiques et communautaires doivent-elles être particulièrement adaptées aux besoins des femmes et des filles ?

Les difficultés d'accès à l'assainissement affectent les femmes et les filles de façon disproportionnée<sup>11</sup>. Cela est dû à plusieurs facteurs, notamment :

**Les femmes et les filles handicapées subissent une double peine : même lorsque des toilettes existent, elles ont rarement été conçues et construites en pensant l'accessibilité et à la sécurité.**

### Rôles, responsabilités et restrictions d'ordre social et culturel

-  **Il est plus aisé (bien que non souhaitable) d'uriner à l'air libre pour les hommes que pour les femmes.** Les femmes et les filles subissent plus les contraintes du respect des comportements jugés acceptables et décentes (c'est-à-dire, les normes de genre) et la pression de devoir conserver leur « dignité » et leur « pudeur<sup>12</sup> ». Il a été démontré que lorsque des toilettes ne sont pas disponibles, les femmes et les filles limitent souvent leur consommation de boissons ou d'aliments pour retarder leur besoin d'aller aux toilettes, ce qui contribue à augmenter divers risques pour leur santé et nuit à leur qualité de vie<sup>13</sup>. Elles attendent également que la nuit tombe pour se soulager à l'air libre, ce qui peut être dangereux.
-  **Les femmes et les filles (de même que les personnes transgenres ou handicapées et les enfants) sont plus exposées aux violences sexuelles, au harcèlement et aux violences physiques que les hommes lorsqu'elles sont forcées de déféquer à l'air libre ou d'utiliser des toilettes non sûres, obscures ou mal situées<sup>14, 15, 16</sup>.** En Inde, par exemple, les viols liés à l'accès à l'assainissement représentaient près de la moitié des plus de 870 cas recensés dans l'État du Bihar en 2012<sup>17</sup>. La peur du viol et de la violence contraint les femmes à éviter d'utiliser les toilettes publiques et communautaires dans l'obscurité ou lorsqu'elles ne se sentent pas en sécurité<sup>18</sup>.
-  **Les femmes et les filles sont généralement les principales pourvoyeuses de soins aux enfants, aux proches ou membres de la communauté malades ou âgés et aux personnes handicapées.** Elles sont plus susceptibles d'accompagner d'autres personnes aux toilettes. Elles ont donc besoin d'infrastructures accessibles et pratiques pour elles et pour les personnes qu'elles accompagnent.
-  **Dans de nombreuses sociétés du monde entier, les femmes et les filles se voient restreindre et réglementer l'accès à l'espace public et la participation à la vie sociale, économique et politique bien plus que les hommes et les garçons.** L'absence de toilettes adaptées peut contribuer encore à entraver leur liberté et leur mobilité, l'accès à l'emploi, à la santé et à l'éducation, l'engagement dans des activités politiques ou la pratique de loisirs<sup>19</sup>. Les femmes et les filles handicapées subissent une double peine : même lorsque des toilettes existent, elles ont rarement été conçues et construites en pensant à l'accessibilité et à la sécurité.



## Biologie et physiologie



**Chaque jour, près de 300 millions de femmes dans le monde ont leurs règles<sup>20</sup>.** Elles ont besoin de toilettes accessibles et à l'abri des regards pour changer leurs articles d'hygiène féminine, ainsi que d'eau et de savon pour se laver et pour laver les produits réutilisables. Il leur faut également un moyen d'éliminer leurs articles d'hygiène de manière sûre, digne et adaptée à leur culture<sup>21, 22</sup>.



**Les difficultés à gérer leurs règles avec une hygiène adéquate affectent la santé, la mobilité et la dignité des femmes et des filles.** L'utilisation prolongée d'un même article d'hygiène peut augmenter le risque d'infection ; l'impossibilité de se laver les mains après avoir changé un produit d'hygiène peut contribuer à propager des infections comme l'hépatite B et la candidose<sup>23</sup>. Les difficultés d'accès à des toilettes sûres, propres et décentes pendant les règles peuvent entraîner gêne et stress. Cela aggrave les discriminations que les femmes et les filles subissent déjà en raison de tabous sur la menstruation<sup>24</sup>.



**La péri-ménopause (période précédant et suivant immédiatement la ménopause) et la grossesse peuvent augmenter le besoin d'aller aux toilettes, en raison de l'affaiblissement ou de la compression de la vessie.** De plus, les modifications hormonales de la péri-ménopause peuvent accentuer les saignements, ce qui impose de se changer et de se laver plus fréquemment<sup>25, 26</sup>.



**L'incontinence touche une femme de plus de 35 ans sur quatre, contre un homme adulte sur dix<sup>27</sup>.** Elle peut être associée à la grossesse, à l'accouchement, à la ménopause, aux fistules et à la structure même des voies urinaires féminines. Elle impose de se rendre aux toilettes plus souvent.



**Les femmes ne peuvent uriner aussi facilement que les hommes, puisqu'elles doivent se déshabiller, ne serait-ce que partiellement, pour uriner comme pour déféquer. Cela exige plus d'espace, d'intimité et de temps, et plus encore pendant les règles<sup>28</sup>.** Ces contraintes s'accroissent encore chez les femmes âgées et les personnes handicapées.

**En moyenne, une femme a ses règles pendant l'équivalent de 3 500 jours au cours de sa vie. Pourtant, on accorde peu d'attention à ses besoins en matière d'hygiène menstruelle<sup>1</sup>.**

# Étude de cas : Kenya

## L'impact d'un assainissement inadapté sur les femmes et les filles<sup>29</sup>

**Dans le quartier informel de Mathare, à Nairobi, on compte en moyenne 85 foyers par toilette. Les résultats d'une étude associant méthodes quantitatives et qualitatives révèlent que les femmes et les filles vivant dans des quartiers informels souffrent de façon disproportionnée de l'insuffisance des services d'assainissement. Citons deux effets particuliers :**

### L'insécurité et la peur pour leur intégrité physique

Plus de 83 % des foyers déplorent le manque ou l'absence totale d'intimité des installations. Par ailleurs, 68 % des femmes déclarent avoir été victimes de violences. La plupart des femmes affirment se sentir vulnérables lorsqu'elles doivent se rendre aux toilettes loin de leur domicile, et en l'absence de verrous et d'éclairage adéquat. Des données indiquent que, dans les quartiers informels, la plupart des actes de violence sexuelle se produisent lorsqu'une personne utilise les toilettes, se lave ou pratique un acte d'hygiène lié à la menstruation.

Outre les atteintes physiques, les agressions augmentent l'anxiété, la sensation d'impuissance et de désespoir, la marginalisation et la stigmatisation. Une jeune femme de Mathare confie :

---

« Je me rendais aux latrines n'importe quand, sauf tard le soir. Mais il y a deux mois, j'ai failli être violée. Il faut marcher environ dix minutes pour accéder aux latrines. Je n'ai pas signalé cette agression parce que l'un des quatre hommes était très connu et il m'a dit que si je le dénonçais aux autorités, ils me retrouveraient et s'occuperaient de moi<sup>30</sup>. »

---

### Fardeau économique et aide aux personnes

L'insuffisance du système d'assainissement de Mathare grève le budget des résidents, à cause des frais d'utilisation des toilettes (5 shillings kényans, soit 0,05 dollar par utilisation), des frais médicaux et paramédicaux induits (p. ex., thérapeutiques de réhydratation orale), et de la perte de revenus des femmes qui sont contraintes de s'occuper des malades. Une femme déclare :

---

« Mon enfant a une crise [de diarrhée] au moins une fois tous les deux mois, [ce qui] dure à peu près quatre à six jours. Je dois payer le transport vers la clinique, les médicaments et les consultations médicales. Nous avons besoin de plus de combustible pour faire bouillir plus d'eau pendant ces jours-là et j'essaye de lui faire utiliser les toilettes, mais aussi de limiter les dépenses d'accès aux toilettes. En général, je ne peux pas vendre mes produits sur le marché pendant cette période, alors je perds dans les 40 à 50 shillings<sup>31</sup>. »

---

# Étude de cas : Inde

## Pourquoi les femmes n'utilisent-elles pas les toilettes publiques en Inde<sup>32</sup> ?

**Dans l'État de Telangana, en Inde, les autorités municipales Greater Warangal Municipal Corporation (GWMC) ont tenté de mettre un terme à la défécation et à la miction à l'air libre en ville. Pour ce faire, elles ont implanté des toilettes publiques dans les quartiers les plus densément peuplés.**

GWMC a construit 38 toilettes publiques équipées de sièges surélevés, d'urinoirs, de lavabos pour le lavage des mains, de savon, d'espaces de lavage du corps et instauré des programmes d'entretien réguliers. Cependant, le nombre d'utilisatrices de ces toilettes restait nettement inférieur aux prévisions.

Une évaluation a été commanditée par GWMC pour en comprendre les raisons. Cette étude comportait un volet quantitatif destiné à analyser les usages et le taux de satisfaction de 197 femmes, ainsi que des entretiens approfondis auprès de 21 femmes de différents milieux afin d'appréhender leurs besoins précis et leurs préférences.

Les raisons invoquées pour la faible utilisation des toilettes publiques étaient la saleté, l'inadéquation de leur emplacement, la présence d'hommes près de l'entrée, et la présence de gardiens ou agents d'entretien masculins. Les fonctionnalités plébiscitées ou appréciées comprenaient : l'eau courante et le savon, des gardiennes ou agents d'entretien femmes (ou, à défaut, des hommes, mais plus âgés et dûment formés), des bâtiments réservés aux femmes, un accès caché de la route principale (dans une ruelle adjacente, pour plus d'intimité), la présence de toilettes dans les stations-service, aux arrêts de bus et dans les gares ou à proximité, le choix entre toilettes à la turque et sièges, une plus grande disponibilité et des moyens d'élimination des serviettes hygiéniques.

Les autorités municipales se sont fondées sur les résultats de cette évaluation pour concevoir et installer des équipements sanitaires pour les femmes à Warangal, avec notamment quatre toilettes exclusivement réservées aux femmes.



**Toilettes publiques à Visakhapatnam (Inde).**

Crédit : WSUP



Monica porte sa fille Mabis sur son dos alors qu'elle se rend dans une latrine suspendue de West Point, à Monrovia (Libéria).

Crédit : WaterAid/Ahmed Jallanzo

## 2. Les caractéristiques des toilettes adaptées aux femmes et aux filles

Cette partie du guide s'intéresse aux caractéristiques nécessaires à l'adaptation des toilettes à un public féminin, à savoir, la garantie de la sécurité et de l'intimité, les exigences en matière d'hygiène, notamment menstruelle, l'accessibilité, la disponibilité, le caractère abordable des frais d'accès, l'entretien et la gestion, ainsi que la prise en compte des contraintes des aidants. Ces caractéristiques sont classées selon qu'elles sont essentielles ou souhaitables.

### Exigences générales

Pour aborder les facteurs énoncés dans la première partie et répondre aux besoins des femmes et des filles, les toilettes publiques et communautaires doivent :

1. Être sûres et garantir une parfaite intimité
2. Permettre la gestion de l'hygiène menstruelle ainsi que toute autre mesure d'hygiène
3. Être accessibles à tous les usagers
4. Être à un prix abordable et disponibles aux moments opportuns
5. Être bien entretenues et bien gérées
6. Répondre aux exigences des pourvoyeurs de soins et des parents

Ces six exigences générales sont fondamentales pour tous les usagers. Cependant, en mettant l'accent sur les besoins spécifiques des femmes et des filles, on optimisera les bénéfices qu'elles peuvent en tirer et on limitera les désavantages, tout en répondant aux besoins du public masculin et d'un grand nombre d'autres usagers, comme les personnes âgées et handicapées.

### Exigences spécifiques

Les tableaux suivants apportent des renseignements précis sur chaque caractéristique et sur ses exigences générales. Ils formulent en outre des recommandations sur la manière de les prendre en compte lors de la construction ou de la rénovation de toilettes publiques ou communautaires. Étant donné les contraintes budgétaires, les caractéristiques essentielles sont séparées de celles qui sont souhaitables ou qui dépendent du contexte et de la faisabilité.

Ces caractéristiques sont exprimées sous forme de descriptions générales et non de spécifications techniques (voir la liste de ressources en annexe pour des cahiers des charges internationaux sur les toilettes publiques). Elles doivent être consultées et appliquées dans le respect des normes et cahiers des charges nationaux. Elles doivent également être adaptées à l'environnement lors de la phase de mise en œuvre, en s'aidant de processus participatifs tenant compte du genre et donnant la parole aux usagers et aux usagères (voir plus de détails dans la partie suivante).

## 1. Sécurité et intimité

Les considérations de sécurité et d'intimité sont incontournables pour s'assurer que l'utilisation des toilettes n'augmente pas le risque de violences faites aux femmes et aux filles et qu'elle ne rend pas les usagers plus vulnérables d'une quelconque façon. La perception compte beaucoup. Si les usagers jugent des installations peu sûres, ils s'en détourneront et se verront forcés de recourir à des alternatives potentiellement moins hygiéniques<sup>33</sup>.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Entrée séparée pour les femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les sections hommes et femmes sont séparées (et clairement marquées).</li><li>• Les entrées des sections réservées aux hommes et aux femmes sont suffisamment éloignées l'une de l'autre et, si possible, orientées vers des directions différentes, ou sont séparées par des murs.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des bâtiments complètement distincts (c'est-à-dire sans le moindre mur mitoyen entre les sections pour hommes et femmes) peuvent assurer plus de sécurité et d'intimité.</li><li>• Des toilettes séparées ou une troisième section sans distinction de sexe ou de genre peut être appropriée. La consultation de groupes transgenres ou de troisième sexe est essentielle pour respecter au mieux leur choix préféré et juguler tout risque de violence à leur rencontre<sup>34</sup>.</li></ul>
<b>Lieu sûr</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'accès au lieu est sûr et aisé. Il est important de débattre du lieu d'implantation des toilettes avec les femmes et les filles, car elles connaissent mieux que quiconque les endroits qui leur sont dangereux. Toutes les considérations de sécurité ne sont pas facilement identifiables par des acteurs externes.</li><li>• Le lieu est relativement visible et à l'écart, et les quartiers délabrés (p. ex., des ruelles étroites) sont évités s'ils sont susceptibles de procurer un sentiment d'insécurité ou de favoriser le harcèlement ou les actes de violence.</li><li>• Les considérations d'intimité et de sécurité sont mesurées et pondérées. Par exemple, les entrées trop cachées ou discrètes peuvent augmenter les risques. Les groupes de femmes ou leurs représentants peuvent contribuer à trouver un équilibre entre sécurité et intimité adapté au contexte.</li></ul>	

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Éclairage adéquat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les entrées, sorties, rampes, chemins et espaces ouverts permettant l'accès aux toilettes sont bien éclairés par la lumière naturelle ou un éclairage suffisant<sup>35</sup>, notamment lorsque ces installations sont ouvertes de nuit.</li> <li>• L'éclairage intérieur est suffisamment puissant pour atteindre les entrées, les sorties, les espaces de lavage, les cabines et les zones publiques<sup>36</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'éclairage de la zone entourant le bâtiment est adapté, de telle sorte qu'il ne s'agit pas de la seule structure éclairée du voisinage.</li> </ul>
<b>Gardiens et gardiennes bien formés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des gardiens, des gardiennes ou des agents d'entretien des deux sexes sont nommés dans toutes les toilettes publiques et y sont constamment présents aux horaires d'ouverture.</li> <li>• Les gardiens comme les gardiennes sont sensibilisés aux exigences du public féminin et des personnes à mobilité réduite et savent s'adapter à leurs demandes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans les toilettes communautaires, les gardiens ou agents d'entretien sont présents, dans l'idéal du personnel masculin et féminin en même temps, sauf dans le cas de très petits bâtiments.</li> </ul>
<b>Cabines solides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La structure des cabines est robuste et les portes, solides, peuvent être verrouillées de l'intérieur. La construction est en dur (p. ex., brique, béton).</li> </ul>	
<b>Garantie de l'intimité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les systèmes de ventilation ne compromettent pas l'intimité (pas de conception permettant aux personnes extérieures de voir ou d'entendre ce qui se passe à l'intérieur).</li> <li>• L'entrée ou la disposition du bâtiment est conçue pour dissimuler l'intérieur aux passants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des murettes, haies ou autres barrières masquant les entrées peuvent procurer plus d'intimité, à condition que cela ne compromette pas la sécurité.</li> </ul>
<b>Panneaux, indications et marquage clairs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des symboles clairs et internationaux pour les toilettes pour hommes, femmes et personnes à mobilité réduite, ainsi que des flèches et des panneaux dans la/les langue(s) du pays, signalent et indiquent les différents espaces du bâtiment.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des signes et orientations tactiles sont prévus pour les déficients visuels.</li> <li>• Un code couleur ou des marquages aisément identifiables peuvent être utilisés pour une reconnaissance facile des toilettes publiques.</li> </ul>
<b>Mesures de sécurité supplémentaires</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un dispositif de vidéosurveillance placé à l'entrée du bâtiment peut dans certains environnements contribuer à renforcer la sécurité et à limiter le vandalisme.</li> </ul>

## Ressources essentielles

Pour comprendre le lien entre la violence, la sécurité et les toilettes, *Violence, gender and WASH: a practitioner's toolkit. Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services* est un guide très utile rédigé en 2014 par 27 organisations.

Il peut être téléchargé à l'adresse [washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit](http://washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit)

Le guide 2017 du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Gender-responsive water, sanitation and hygiene: key elements for effective WASH programming* donne un aperçu de la manière de programmer, mettre en œuvre et effectuer le suivi des activités liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) pour toutes et tous afin de s'assurer qu'elle répond bien aux attentes et aux réalités des femmes et des filles.

Il peut être téléchargé à l'adresse [unicef.org/gender/files/Gender\\_Responsive\\_WASH.pdf](http://unicef.org/gender/files/Gender_Responsive_WASH.pdf)



**Figure 1 : Exemple de l'extérieur d'un bâtiment sanitaire adapté aux femmes et aux filles.**

Crédit : WaterAid/Verónica Grech



**Figure 2 : Exemple de l'intérieur d'un bâtiment sanitaire adapté aux femmes et aux filles.**

Crédit : WaterAid/Verónica Grech



## 2. Permettre la gestion de l'hygiène menstruelle ainsi que toute autre mesure d'hygiène

Les toilettes publiques et communautaires aidant les usagers à effectuer leurs actes d'hygiène élémentaires (notamment le lavage des mains et une bonne gestion de l'hygiène menstruelle en toute intimité) profitent à la santé, au bien-être et à la mobilité des femmes et des filles, ainsi que de l'ensemble des usagers. Les responsables de la planification, de la conception et de la construction des toilettes doivent comprendre le contexte local et les tabous qui entourent la menstruation en recueillant les points de vue féminins. Ces éléments doivent être pris en compte lors de la conception des toilettes et des services associés, ainsi que de la définition des responsabilités des gardiens ou agents d'entretien.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Accès à l'eau et au savon</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque bâtiment de toilettes est équipé d'un lavabo pour se laver les mains avec eau et savon. Cela permet de se laver les mains, mais aussi de nettoyer les articles d'hygiène réutilisables.</li> <li>• L'accès à l'eau est assuré à l'intérieur des cabines (grâce à un robinet ou un seau), pour procurer plus d'intimité pour l'hygiène menstruelle et pour les personnes souffrant d'incontinence ou d'autres maladies comme la diarrhée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un robinet ou un seau et un broc sont essentiels à l'intérieur de toutes les cabines lorsque la pratique coutumière impose le lavage anal à l'eau.</li> </ul>
<b>Accès à des articles menstruels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des articles menstruels sont proposés par le gardien (de préférence une gardienne). Par exemple, des serviettes hygiéniques peuvent être fournies dans un lieu visible à la disposition des usagères (ou proposées à la vente pour une somme modique).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si, dans un endroit donné, les femmes et les filles sont susceptibles de se sentir gênées de demander ces articles à un(e) gardien(ne), un distributeur automatique ou une autre solution adaptée peuvent être envisagés.</li> </ul>
<b>Élimination des articles menstruels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des modes d'élimination des articles menstruels sont proposés. Ils sont sûrs et respectent la culture du lieu d'implantation. Ils sont installés à l'intérieur de chaque cabine si cela est possible (pour des raisons d'intimité). À défaut, ils sont installés à l'intérieur du bâtiment réservé aux femmes et aux filles.</li> <li>• Le lavage des articles réutilisables est possible.</li> <li>• Des poubelles lavables pourvues d'un couvercle pour le stockage temporaire des articles d'hygiène souillés sont une solution convenable<sup>ii</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un incinérateur (conforme aux normes nationales) peut être utile dans certains contextes<sup>iii</sup>.</li> </ul>
<b>Crochets/pendoirs pour suspendre un vêtement et étagères</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des crochets/pendoirs et des rebords permettent de suspendre des vêtements et de tenir des objets à l'écart du sol ou de poser les articles menstruels sur une surface propre. Il est nécessaire en effet pour déféquer, uriner et pratiquer des actes d'hygiène menstruelle de retirer des vêtements et d'avoir les mains libres.</li> </ul>	
<b>Miroir</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un miroir est installé (au-dessus des points de lavage). Cela permet aux usagères d'arranger leurs vêtements et de procéder à des soins personnels. En outre, cela favorise le lavage des mains en attirant les usagères près des points d'eau<sup>37</sup>. La position du miroir ne doit pas permettre aux passants de l'extérieur de voir à l'intérieur du bâtiment.</li> </ul>	

<sup>ii</sup> Consulter le module 3 de House S., Mahon T., Cavill S. (2012)<sup>21</sup>.

<sup>iii</sup> Voir p. 262-9 de House S., Mahon T., Cavill S. (2012)<sup>21</sup> pour plus de détails, en particulier sur les modes d'élimination, et notamment les spécifications techniques des poubelles et incinérateurs.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Points de lavage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De l'eau et du savon sont accessibles pour le lavage, de préférence dans la cabine ou dans un endroit fermé prévu à cet effet, mais dans tous les cas à l'intérieur du bâtiment. Cela est indispensable pour se laver ou pour laver des articles menstruels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un espace supplémentaire sans latrine, au sein du bâtiment adapté aux femmes et aux filles et réservé au lavage et au séchage des articles menstruels ou au lavage du corps, pourra être bienvenu.</li> <li>• Des espaces pour se laver sont recommandés dans les toilettes communautaires des quartiers où les habitats en sont dépourvus, et dans les toilettes publiques des lieux comme les points de correspondance des transports de longue distance ou les zones fréquentées par les sans-abri.</li> <li>• Dans certains environnements, des installations permettant les ablutions rituelles peuvent être indispensables (p. ex., le lavage des pieds pour les musulmans).</li> </ul>



**Figure 3 : Exemple de l'intérieur d'une toilette adaptée aux femmes et aux filles.**

Crédit : WaterAid/Verónica Grech

## Ressources essentielles

Le guide (et manuel de formation) très complet *Menstrual hygiene matters: a resource for improving menstrual hygiene around the world* aborde tous les aspects pratiques de la menstruation, ainsi que les tabous et restrictions qui y sont associés et les notions d'approvisionnement et d'élimination d'articles connexes. Il peut être téléchargé à l'adresse [washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters](http://washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters)

Autre ressource utile pour comprendre la menstruation, accompagnée de conseils techniques pour l'aborder dans les milieux aux ressources limitées : *A toolkit for integrating (MHM) into humanitarian response*. Cette boîte à outils peut être téléchargée à l'adresse [rescue.org/sites/default/files/document/2113/themhminemergenciestoolkitfullguide.pdf](http://rescue.org/sites/default/files/document/2113/themhminemergenciestoolkitfullguide.pdf)

## 3. Accessibilité pour tous les usagers

De nombreuses personnes ont des difficultés à utiliser les infrastructures sanitaires, notamment les personnes âgées ou handicapées, les femmes enceintes, les jeunes enfants et leurs parents ou aidants, et les personnes blessées ou malades<sup>38</sup>. Les toilettes doivent être accessibles à tous les usagers afin de contribuer aux objectifs d'inclusion, de santé, de réduction de la pauvreté et d'émancipation économique de toutes et de tous, ainsi que pour garantir le droit fondamental à l'assainissement de tous les citoyens.

De nombreux pays disposent de normes, lois ou codes nationaux sur l'accessibilité des infrastructures. Il est indispensable de les prendre en compte. Les organisations nationales et locales s'occupant des personnes handicapées doivent également être consultées, car elles peuvent souvent offrir des orientations et des recommandations précieuses sur la manière de rendre les infrastructures accessibles en fonction du contexte local. L'annexe renferme des ressources importantes pour la fourniture d'un accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène à tous et à toutes.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Distance raisonnable</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les toilettes communautaires sont suffisamment proches des foyers qu'elles desservent.</li><li>• Les toilettes publiques sont implantées à l'intérieur des zones d'activité des usagers visés ou à proximité de celles-ci.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• La distance recommandée dépend des normes locales, des besoins et des ressources disponibles. Les critères dépendent des pays et des environnements. Par exemple, pour des toilettes communautaires, en Afrique du Sud, on suggère une distance de 75 m ou 1 minute 30 de marche, contre 200 à 350 m en Inde ; pour les toilettes publiques, les distances peuvent atteindre 1 km en Inde<sup>39, 40</sup>. Il est important de penser à la topographie et à l'organisation spatiale lors de l'évaluation des distances. De même, il convient de garder à l'esprit que les personnes handicapées peuvent être plus lentes.</li></ul>

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Cabines accessibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins une cabine de toilettes dans chaque section (hommes et femmes) est accessible aux personnes en situation de handicap. Elle est conforme aux orientations nationales ou internationales à cet égard, avec notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une large porte ouvrant sur l'extérieur (80 cm de largeur minimale recommandée)<sup>41, 42</sup>, avec une barre horizontale ou une corde à l'intérieur pour aider à fermer la porte.</li> <li>- Suffisamment d'espace pour manœuvrer un fauteuil roulant ou laisser la place à un aidant. La taille minimale recommandée pour une cabine est de 1,50 m de largeur pour 2,20 m de profondeur sur l'ensemble de la longueur<sup>43</sup>.</li> <li>- Un siège de toilettes surélevé et de robustes rambardes capables de supporter le poids du corps tout au long de l'intérieur de la cabine. Un tube d'acier galvanisé de 25 à 55 mm de diamètre peut constituer un support solide adapté à une utilisation courante et sans ménagement par de nombreux usagers et usagères<sup>44</sup>.</li> <li>- Un verrou doté d'une grosse poignée est plus facile à manipuler.</li> <li>- Tous les équipements (lavabo, crochets/pendoirs pour suspendre un vêtement, ustensiles de lavage anal et miroir) sont placés plus bas et les objets destinés à la gestion de l'hygiène menstruelle, comme les seaux et les robinets, sont positionnés à distance raisonnable.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les gardiens et gardiennes ou les agents d'entretien sont sensibilisés et formés à la manière de comprendre et d'aider les personnes quel que soit leur handicap.</li> </ul>
<b>Voies d'accès</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le chemin vers le bâtiment des toilettes et les cabines accessibles aux personnes à mobilité réduite est bien éclairé et suffisamment large (au moins 1,20 m, dans l'idéal 1,80 m)<sup>45</sup>.</li> <li>• Lorsque cela est possible, la voie d'accès est plane, uniforme, dégagée de tout objet encombrant, et sa surface est antidérapante. Lorsque des rampes sont nécessaires, leur pente n'excède pas 1 sur 15, idéalement 1 sur 20<sup>46</sup>. Des garde-corps facilitent l'usage de la rampe.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un revêtement tactile ou des plots de guidage sont recommandés pour les déficients visuels.</li> </ul>



**Figure 4 : Exemple de l'intérieur d'une cabine de toilette adaptée aux femmes et aux filles et accessible aux personnes à mobilité réduite.**

Crédit : WaterAid/Verónica Grech



**Sarah Quaye utilise les toilettes accessibles aux personnes handicapées dans la communauté de Weinzon, à Paynesville (Libéria).**

Crédit : WaterAid/Ahmed Jallanzo

## 4. Accès bon marché et disponibilité aux moments opportuns

La présence de toilettes publiques et communautaires ne suffit pas : elles doivent être ouvertes aux moments opportuns, ne pas entraîner la formation de longues files d'attente et rester à un prix abordable. Ces infrastructures contribuent à la santé publique en évitant le recours à la défécation à l'air libre. En tant que bien public, il est légitime d'en assurer l'accès gratuitement. Dans bien des cas, cependant, un droit d'entrée est perçu pour assurer la viabilité financière des infrastructures.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Frais abordables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans les cas où les toilettes sont payantes, les frais d'accès sont abordables – c'est-à-dire qu'ils n'excluent personne.</li> <li>• Les frais doivent être équitables pour les femmes et les filles et ne pas les désavantager à cause de leurs corps ou rôles sociaux. Par exemple, si l'accès aux urinoirs est gratuit, les femmes doivent également pouvoir uriner gratuitement.</li> <li>• Les pourvoyeurs de soins peuvent accéder gratuitement aux toilettes lorsqu'ils y accompagnent des gens.</li> <li>• Un grand nombre d'usagers (et d'utilisateurs cibles), en particulier des femmes et des filles, doivent être consultés pour évaluer l'impact de tous frais éventuels d'accès aux toilettes.</li> <li>• La structure des frais d'accès n'empêche pas les personnes les plus pauvres ou les plus exclues d'utiliser les toilettes (consulter l'étude de cas page 25).</li> <li>• Le programme d'entretien et les coûts sont calculés dans la planification à long terme des coûts de toutes les infrastructures de toilettes neuves ou existantes (c'est-à-dire l'estimation des coûts du cycle de vie).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est courant de constater des frais d'accès qui ne sont pas abordables pour toute la population<sup>47</sup>. Au lieu de viser la récupération totale des coûts grâce aux frais d'accès, des subventions croisées et des financements publics doivent être mobilisés pour garantir un accès à un prix modéré, la viabilité économique et l'équité<sup>48</sup>.</li> </ul>
<b>Ouverture aux moments opportuns</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les horaires d'ouverture des toilettes sont adaptés aux besoins de la communauté et de la zone d'activités. Ils tiennent compte des besoins des usagers et font l'objet d'un affichage clair. Par exemple, les toilettes communautaires et publiques situées près d'une gare très fréquentée peuvent être amenées à être ouvertes 24 heures sur 24.</li> </ul>	
<b>Nombre de cabines suffisant (plus pour les femmes et les filles)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre de toilettes pour le public féminin est suffisant pour l'environnement visé. Les conseils sur le nombre de toilettes à prévoir dépendent des pays et des zones d'activités. Cependant, il convient de toujours se rappeler que les femmes et les filles ont besoin de plus de temps et d'espace que les hommes (voir l'encadré 1, page 23).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La section féminine des toilettes est plus grande que la partie masculine.</li> <li>• Le nombre de toilettes féminines dépasse le nombre total d'urinoirs et de toilettes pour les hommes.</li> <li>• La distance horizontale entre l'orifice des toilettes et la paroi arrière est supérieure dans les toilettes destinées aux femmes et aux filles<sup>49</sup>.</li> <li>• Les augmentations prévues de la population ou de l'intensité des activités dans la zone concernée sont prises en compte.</li> </ul>

## 5. Entretien adéquat et bonne gestion

Même les toilettes les mieux conçues et les plus soigneusement construites deviennent inutiles si elles ne sont pas maintenues propres et fonctionnelles. La propreté est d'autant plus importante pour les femmes et les filles, qui doivent toucher plus d'éléments que les hommes pour uriner. Il est donc essentiel de prendre des dispositions adéquates pour assurer le bon fonctionnement et l'entretien des toilettes.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Propreté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un programme de nettoyage fréquent et fiable est mis en place. Il incombe souvent aux gardiens ou agents d'entretien d'effectuer le nettoyage, mais il convient de leur en donner les moyens (notamment un salaire et des conditions de travail décentes).</li> </ul>	
<b>Entretien adéquat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le programme d'entretien permet de garantir que les toilettes sont maintenues en bon état de fonctionnement.</li> <li>• L'approvisionnement en eau est garanti et régulier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'alimentation en électricité est constante.</li> </ul>
<b>Gestion adéquate des déchets solides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les autorités locales ou l'organe public ou privé responsable se chargent de la collecte et de l'élimination régulières et sûres des déchets, notamment des articles menstruels usagés et des changes souillés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La gestion sur site, notamment en recourant à des incinérateurs, est envisagée avec soin afin d'éviter les risques sanitaires ou les nuisances dans les alentours.</li> </ul>
<b>Gestion des matières fécales et des déchets liquides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les toilettes sont situées à proximité des réseaux d'approvisionnement en eau, de drainage, et, le cas échéant, des égouts.</li> <li>• Dans les lieux dépourvus de réseau d'assainissement, les fosses septiques sont faciles d'accès pour les camions de pompage des boues. Le pompage régulier des boues est organisé auprès d'opérateurs privés lorsque ce service ne peut pas être assuré directement par les autorités locales.</li> </ul>	
<b>Gestion adéquate</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des dispositions de gestion claires sont prévues pour garantir le bon fonctionnement décrit plus haut. Cela est essentiel pour assurer la fonctionnalité et la viabilité financière des installations (voir la troisième partie pour plus d'informations).</li> </ul>	

## 6. Répondre aux exigences des pourvoyeurs de soins et des parents

Les femmes et les filles sont encore chargées de la plupart des responsabilités en matière de soins des enfants, de proches et de membres de la communauté âgés ou malades, ainsi que des personnes handicapées. Les toilettes publiques et communautaires doivent contribuer à faciliter ce travail sans toutefois empêcher les hommes d'assumer ces responsabilités.

Caractéristique	Essentiel	Souhaitable/dépend du contexte
<b>Espace de change pour les bébés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un espace propre et sécurisé est prévu pour que les parents ou les aidants puissent nettoyer et changer les bébés. Il peut notamment s'agir d'une robuste table sur pieds ou d'une table pliante fixée au mur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans l'idéal, on recommande d'aménager un espace de change dans la section réservée aux femmes et aux filles et un autre côté hommes.</li> <li>S'il n'est possible d'installer qu'un seul espace de ce type, il doit être placé dans les toilettes non genrées (et accessibles aux personnes à mobilité réduite) afin de permettre aux hommes comme aux femmes de l'utiliser lorsqu'ils s'occupent des enfants.</li> </ul>
<b>Cabine à usage familial</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins une cabine suffisamment spacieuse est prévue pour accueillir en même temps un pourvoyeur de soins et la personne accompagnée sans qu'ils ne touchent la porte ni les parois.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des éléments sont adaptés aux enfants, comme un siège de toilettes plus petit, et un urinoir et un lavabo plus bas.</li> </ul>
<b>Lessive</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Des installations pour le lavage des vêtements peuvent être prévues à des endroits stratégiques, comme les toilettes communautaires dans les zones où les foyers en sont dépourvus, ou dans les toilettes publiques dans les espaces fréquentés par les sans-abri.</li> </ul>
<b>Espace d'allaitement</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans les milieux où l'allaitement en public n'est pas toléré, le bâtiment peut accueillir un espace privé et propre destiné à l'allaitement. Le bâtiment doit disposer d'un accès à l'eau et au savon.</li> </ul>





**MD Sayed, agent d'entretien, nettoyant les toilettes publiques Osmani Uddan, financées par la fondation H&M, dans le quartier de Gulistan, à Dacca (Bangladesh).**

Crédit : WaterAid/GMB Akash/Panos

### Encadré 1 : Combien de sièges ?

Selon les pays, les normes définissant le nombre de toilettes (sièges ou cabines) minimum dans les toilettes publiques ou communautaires diffèrent. Par exemple, en Afrique du Sud, pour les toilettes communautaires, on recommande au maximum 50 usagers par siège. En Inde, les normes recommandent au maximum 35 hommes ou 25 femmes par siège pour les toilettes communautaires, et 200 hommes ou 100 femmes pour les toilettes publiques (et 50 hommes par urinoir). Les recommandations minimales de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour cette région sont les suivantes : une cabine pour 550 femmes ou filles ; une cabine (ou un urinoir) pour 1 100 hommes ou garçons ; et une cabine non genrée pour les personnes handicapées pour une population de 10 000 habitants<sup>50, 51</sup>.

Lorsqu'on calcule le nombre de toilettes à installer dans les infrastructures publiques ou communautaires, les facteurs suivants doivent être pris en considération :

#### Toilettes communautaires

- Combien de personnes dans le voisinage ne disposent pas de toilettes à domicile ?
- Combien de personnes seraient disposées à utiliser des toilettes communautaires ?
- Dans l'environnement concerné, quel temps d'attente est jugé acceptable pour accéder aux toilettes ?
- Quelle est la croissance démographique prévue pour la décennie à venir ?

#### Toilettes publiques

- Quel est le type d'activité dans la zone étudiée ? Par exemple, s'agit-il d'un arrêt de transports en commun ou d'un terminus, d'un marché ou d'un espace commercial, d'un parc, d'un espace de loisirs, de tourisme, etc. ?
- Quel nombre d'usagers peut-on estimer ?
- Quelles sont les normes et les règles régissant le nombre de toilettes pour une population donnée ?

# Étude de cas : Afrique du Sud

## Des innovations en matière d'assainissement pour la communauté<sup>52, iv</sup>

À Durban, en Afrique du Sud, un modèle de toilettes communautaires fondé sur la revalorisation de conteneurs connaît un franc succès. La municipalité l'a développé en testant plusieurs versions et en tirant des apprentissages au cours des diverses tentatives. En menant une analyse de situation pour comprendre les problèmes préalables, les autorités ont découvert que les habitants préféreraient déféquer à l'air libre plutôt qu'utiliser des toilettes situées à plus de 75 m de leur foyer. Elles ont également constaté que les infrastructures non gardées ne restaient en bon état de fonctionnement que trois mois au maximum.

La ville de Durban a décidé d'allouer la dotation budgétaire nationale destinée à l'assainissement des foyers pour embaucher des agents d'entretien et des gardiens à temps partiel et pour rendre l'accès aux toilettes communautaires entièrement gratuit. Plus de 2 500 conteneurs communautaires ont été installés à Durban, pour un coût unitaire d'environ 65 000 dollars US. Ces installations sont ouvertes 24 heures sur 24 dans plus de 500 quartiers informels et desservent plus d'un million de personnes.



Figure 6 : Toilettes communautaires à Durban, en Afrique du Sud.

Crédit : WaterAid

<sup>iv</sup> L'étude de cas a été rédigée à partir de la visite du site par l'auteur.

# Étude de cas : Bangladesh

## S'assurer que les toilettes publiques répondent aux besoins de l'ensemble de la population, notamment des femmes, des filles et des personnes handicapées<sup>53, v</sup>

Une étude des toilettes publiques menée en 2011 à Dacca révélait que la ville n'était équipée que de 47 bâtiments de toilettes publiques pour près de sept millions de personnes. Pire, 75 % de ces installations ne comportaient pas d'équipements spécifiques adaptés à l'accueil des femmes, des filles et des enfants, et plus de 30 % d'entre elles étaient implantées dans des lieux très dangereux. Par ailleurs, près de 60 % des bâtiments ne disposaient pas d'un approvisionnement fiable en eau. Plus de 80 % d'entre eux n'étaient pas éclairés, ce qui les rendaient peu pratiques, peu attractifs, voire dangereux pour le public féminin.

**Pire, 75 % de ces installations ne comportaient pas d'équipements spécifiques adaptés à l'accueil des femmes, des filles et des enfants, et plus de 30 % d'entre elles étaient implantées dans des lieux très dangereux.**

Les autorités municipales ont décidé de prendre le problème à bras le corps en augmentant le nombre et la qualité des toilettes publiques pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population, et notamment des femmes, des filles et des personnes handicapées. Elles se sont engagées à construire 100 nouvelles installations de toilettes publiques en partenariat avec WaterAid et d'autres ONG. Dans le cadre du projet Sunrise, WaterAid a contribué à la construction de dizaines de toilettes accessibles à tous publics et adaptées aux femmes et aux filles. Elles disposent de sections séparées pour les hommes et les femmes, ainsi que d'équipements pour le lavage des mains, de douches, d'eau potable, d'un approvisionnement fiable en eau et en électricité, d'un système de vidéosurveillance et de gardiennes et gardiens professionnels.

Les usagers payent 5 taka (soit 0,06 dollar US) pour utiliser les toilettes, le double pour prendre une douche ou acheter une serviette hygiénique. L'accès aux toilettes est gratuit pour les personnes qui affirment ne pas pouvoir payer.

**Ahmina Akhter, agent d'entretien, nettoyant les toilettes publiques Osmani Uddan, financées par la fondation H&M, dans le quartier de Gulistan, à Dacca (Bangladesh).**

Crédit : WaterAid/GMB Akash/Panos



<sup>v</sup> L'étude de cas a été rédigée à partir de la visite du site par l'auteur.

**Jessica Teah quitte les  
douches des installations  
améliorées de toilettes et  
bains de Fanti Town, dans  
le quartier de West Point,  
à Monrovia (Libéria).**

Crédit : WaterAid/Ahmed Jallanzo



## 3. Comment évaluer et combler les lacunes à l'échelle de la ville et locale

Cette partie du guide propose des moyens de s'assurer que les processus de planification, de construction (ou de rénovation) et de gestion des toilettes publiques ou communautaires tiennent dûment compte des avis des femmes et des filles et répondent à leurs besoins. Elle se concentre en premier lieu sur l'évaluation des lacunes au niveau de la municipalité et sur les stratégies d'adaptation. Elle aborde ensuite la mise en œuvre et la gestion à l'échelle locale. Elle ne fournit nullement d'orientations exhaustives, mais plutôt un aperçu permettant d'attirer l'attention sur certains aspects et sur la manière de prendre en compte dans le processus les sensibilités liées au genre. Les références fournies indiquent des ressources pertinentes pour des orientations plus détaillées.

**L'absence d'infrastructures d'assainissement adéquates sur les marchés et les lieux de travail mène souvent les femmes à éviter ces lieux pendant leurs règles, au détriment de leurs activités économiques<sup>2</sup>.**

Les femmes et les filles se déplacent quotidiennement dans les villes. Les efforts d'aménagement de toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles doivent donc viser l'ensemble des villes, et les processus doivent tenir compte des spécificités de chaque sexe. Cela implique notamment d'évaluer les lacunes de la fourniture de toilettes publiques et communautaires à l'échelle de la ville entière, d'élaborer des stratégies de remédiation et de gérer la mise en œuvre à l'échelle locale. Une participation ouverte et sérieuse des usagers des toilettes (ou du public visé), et notamment des femmes et des filles, est cruciale pour ces démarches.

### 3.1 L'évaluation à l'échelle de la ville

La première étape vers un accès adapté aux femmes, aux filles et aux personnes dont les besoins sont trop souvent négligés consiste à mener une évaluation participative à l'échelle de la ville entière. Elle devra mettre en lumière les lacunes du réseau de toilettes publiques et communautaires. L'objectif est de répondre aux questions suivantes :

- 1. Combien de toilettes publiques et communautaires sont installées dans cette ville ?**
- 2. Où sont-elles situées ?**
- 3. Dans quelle mesure les installations existantes répondent-elles aux besoins des femmes et des filles (notamment en matière de fonctionnalité, d'accessibilité, d'implantation) ?**
- 4. Quels espaces auraient besoin de toilettes publiques ou communautaires, mais en sont dépourvus ?**
- 5. Quels sont les efforts à fournir pour améliorer la situation et comment les mettre en œuvre ?**

Avant de tenter de répondre à ces questions, les principes élémentaires suivants doivent être pris en compte.

## Principes élémentaires

### Il ne s'agit pas d'un processus isolé

Cette évaluation, de même que les efforts plus généraux destinés à améliorer les toilettes publiques et communautaires, ne doit pas être menée de façon isolée. Il est important d'essayer de s'inscrire dans les démarches suivantes et de coopérer avec leurs responsables :

- 1) Les initiatives destinées à renforcer l'installation de toilettes à domicile, l'assainissement dans les institutions (comme les écoles et les centres de soins) et sur le lieu de travail.
- 2) Les travaux prévus ou en cours pour la planification urbaine, la rénovation des quartiers informels ou la gestion des matières fécales.

Cela concerne également l'évaluation elle-même. Il est utile de s'appuyer sur les travaux en cours de groupes consultatifs, les processus participatifs et les efforts de recueil de données primaires liés à ces domaines.

### Comprendre d'entrée de jeu les cadres institutionnels, réglementaires et budgétaires

Il est important d'appréhender pleinement les cadres institutionnels et réglementaires qui influent sur les services d'assainissement, ainsi que tout programme national ou budgétaire et toute possibilité de financement ou tout goulot d'étranglement susceptible d'entraver la fourniture de services. Ces informations permettront de façonner les stratégies, mais elles pourront également servir à adapter l'évaluation.

### Faire appel aux parties prenantes pertinentes

Pour l'évaluation, l'analyse et la planification, les autorités locales devront faire appel à des responsables des différents services publics intervenant dans la santé publique, le génie civil, la planification, les questions de genre, les réseaux d'eau et d'assainissement, les transports, la rénovation des quartiers informels, le tourisme et les parcs publics. Il peut être utile de collaborer avec une équipe existante ou de créer une équipe spéciale. Celle-ci peut notamment être composée de représentants des ONG, des organisations communautaires ou des groupes de femmes, de spécialistes de l'inclusion, de membres de groupes de jeunes, d'organisations de personnes handicapées et de résidents de quartiers informels.

### Accorder la priorité à l'implication des personnes mal desservies

Pour l'exécution d'un tel dispositif et lors des processus consultatifs d'une manière générale, le recueil et la compréhension des points de vue des femmes et des filles sont cruciaux. Les lieux et horaires des rendez-vous, les processus de recueil des données et la façon de mener les entretiens doivent être adaptés à leurs besoins pratiques et les encourager à participer. Chaque animateur(/trice) et enquêteur(/trice) doit être sélectionné(e) et formé(e) pour s'assurer que les femmes et les filles se sentent le plus possible à l'aise et en mesure de parler librement. De la même manière, les groupes minoritaires menacés directement ou indirectement d'exclusion des services existants doivent être à même de participer au processus et d'exprimer leurs opinions dans une ambiance sécurisante.

### Réunir des informations de diverses sources

Quelques sources pertinentes :

- Documents des pouvoirs publics – publiés (recensements, enquêtes, rapports, sites Web) ou non publiés (rapports et informations internes, qui peuvent être issus de différentes équipes ou différents services).
- Sources émanant des résidents, des associations de marchés et des organisations de résidents de quartiers informels – ces informations peuvent être encore plus pertinentes et plus d'actualité que les documents officiels pour un lieu donné, comme dans l'exemple de l'encadré 2 ci-dessous.
- Images satellitaires – leur analyse peut être riche d'enseignements.
- Recueil de données primaires – elles peuvent être utilisées pour combler des lacunes ou actualiser des données obsolètes et sont utiles pour mieux comprendre la réalité du point de vue des usagers. Ces informations peuvent être issues d'enquêtes et de visites d'un certain nombre d'infrastructures de toilettes représentatives.
- Des audits de l'accessibilité et de la sécurité portant sur au moins cinq sites sont également recommandés (voir l'encadré 3 pour plus d'éléments à ce propos).

## Rester réaliste

L'idéal serait de mener une évaluation portant sur la ville entière, en visant des actions à cette échelle. En réalité, cela peut être difficile en raison de contraintes budgétaires, d'une faible volonté politique ou de moyens d'action limités. Dans de telles situations, une évaluation plus sommaire à l'échelle de la ville peut toutefois être utile pour cerner les principales difficultés et prioriser les interventions. Il est également possible de concentrer l'évaluation sur un échantillon de sites ou de zones (p. ex., quelques quartiers informels) pour piloter le recueil des données et pour attirer l'attention sur ces problèmes et promouvoir leur financement (pour cela, des publications existantes peuvent être utilisées)<sup>54</sup>.

**Encadré 2 : Know your city** est une campagne internationale menée par Slum Dwellers International (SDI), Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU-A), ainsi que l'Alliance des villes afin de recueillir des données à l'échelle d'une ville à propos des quartiers informels. Les résidents de ces habitats fournissent des informations et créent de nouveaux systèmes de connaissance qui appartiennent aux communautés. Les bases de données de SDI sont en passe de devenir les plus grandes archives sur les quartiers informels au monde ; elles s'imposent comme une référence incontournable pour les chercheurs, les acteurs du monde politique, ainsi que les pouvoirs publics locaux et nationaux. Consultable à l'adresse [knowyourcity.info/explore-our-data/](https://knowyourcity.info/explore-our-data/)

## Évaluation et cartographie des lacunes et des stratégies envisageables

Il convient ensuite d'évaluer les lacunes du service de toilettes publiques et communautaires et de penser à des stratégies de remédiation. Cela peut être effectué de nombreuses manières. Bien que le processus soit relativement similaire quel que soit le type d'infrastructures sanitaires, nous traitons les deux types de toilettes séparément pour mettre en évidence certaines différences essentielles.

### Les lacunes du service de toilettes communautaires

Il est souhaitable de rassembler les renseignements suivants concernant les quartiers informels et les toilettes communautaires existantes :

#### • Quartiers informels

- Implantation
- Statut juridique et régime foncier
- Densité de peuplement (en termes d'espace destiné aux toilettes à domicile et aux toilettes communautaires supplémentaires, et d'accès pour le pompage mécanique des boues)
- Étendue du réseau d'assainissement dans les foyers individuels
- Données épidémiologiques et indicateurs de nutrition (si disponibles)
- Indicateurs des violences liées au genre (si disponibles)

#### • Toilettes communautaires

- Implantation du bâtiment
- Conformité de chaque bâtiment aux critères d'adaptation aux femmes et aux filles. En fonction de la précision souhaitée, cette partie peut se concentrer sur les caractéristiques essentielles énumérées dans la deuxième partie, ou sur un sous-ensemble, comme :
  - Le nombre de toilettes pour hommes, pour femmes et non genrées, le nombre d'urinoirs, ainsi que leur état de fonctionnement
  - Les horaires d'ouverture
  - Le degré de sécurité du lieu
  - La propreté et la disponibilité d'eau et de savon
  - La présence de gardiens ou de gardiennes
  - Les dispositifs contribuant à une bonne hygiène menstruelle
  - Les dispositifs contribuant à l'accessibilité
- En fonction de la diversité des modèles de gestion et des acteurs concernés dans la ville, il peut également être utile de recueillir des informations sur la gestion et l'exploitation des sites, notamment :
  - L'institution responsable et sa structure de gestion
  - Les mécanismes et services d'élimination des matières fécales et des déchets solides et liquides
  - La structure tarifaire, le nombre d'usagers et les coûts d'exploitation (eau, électricité, pompage des boues, salaire des gardiens, etc.)

Lorsque ces renseignements ont été réunis, ils peuvent être compilés et reportés sur une carte de façon à visualiser les lacunes et les stratégies envisageables. Pour ces opérations, les logiciels suivants peuvent s'avérer utiles : MyMaps, de Google Maps ([google.com/mymaps](https://google.com/mymaps)), QGIS, mWater, MAPinr ou encore Arc GIS.

### Étapes recommandées pour la cartographie des données :

1. Localiser les quartiers informels sur le plan de la ville (p. ex., en tracer les frontières).
2. Matérialiser les toilettes communautaires sur la carte.
3. Dessiner la « zone desservie » autour de chaque infrastructure de toilettes communautaires, c'est-à-dire la zone se situant à moins de cinq minutes de marche des toilettes (adapter cette distance en fonction des critères locaux).
4. Adopter un code couleur pour les différentes zones, comme dans l'exemple suivant :

**Tableau 1 :**

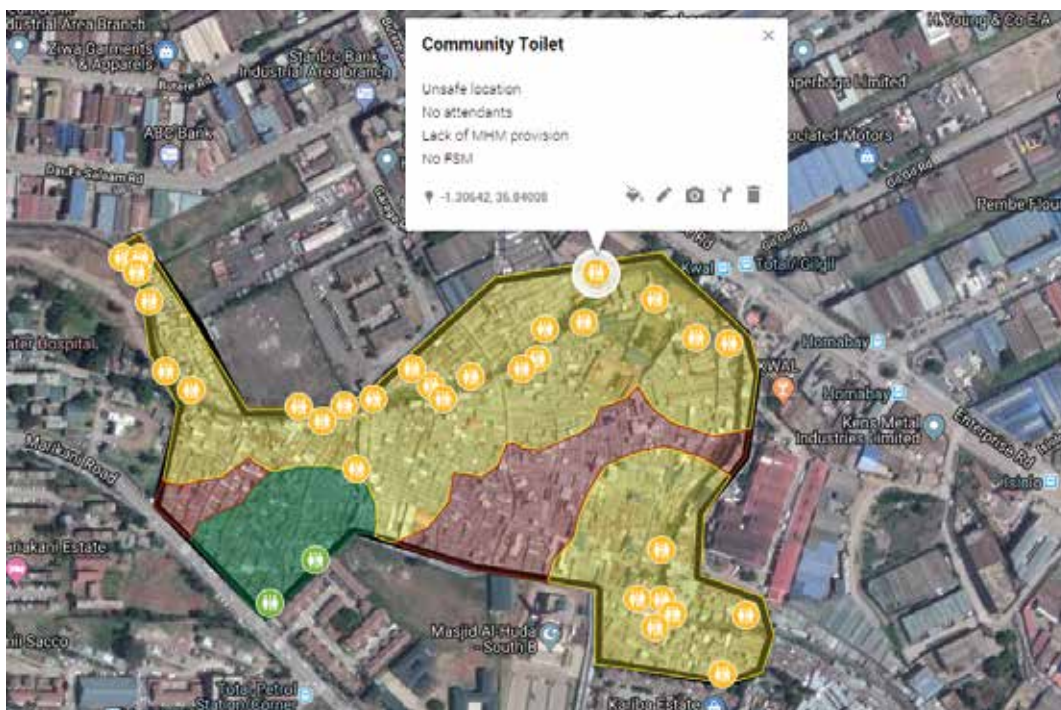
Code couleur	Zones	Stratégies suggérées
<b>Rouge</b>	Zones sans accès à des toilettes communautaires ou dotées de toilettes communautaires hors d'usage.	Aménager de nouvelles toilettes communautaires adaptées aux besoins des femmes et des filles et accessibles à tous, ou rénover totalement les installations hors d'usage.  Accorder la priorité à ces zones, en commençant par les quartiers les plus dépourvus de systèmes d'assainissement à domicile et affichant les pires indicateurs sur la nutrition et la violence liée au genre.
<b>Orange</b>	Zones desservies par des toilettes communautaires non adaptées aux besoins des femmes et des filles.	Rénover et agrandir ces toilettes en aménageant les fonctionnalités nécessaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles.
<b>Vert</b>	Zones desservies par des toilettes communautaires adaptées aux besoins des femmes et des filles.	Effectuer un suivi pour vérifier que les toilettes sont bien adaptées aux besoins des femmes et des filles et le restent. Prendre toute mesure corrective nécessaire.

Il convient de remarquer que, dans un souci de simplicité, le tableau 1 part du principe selon lequel la construction de toilettes individuelles n'est pas envisageable dans la plupart des logements de ces quartiers, notamment en raison de problèmes fonciers ou de contraintes spatiales. Les toilettes communautaires sont donc considérées comme la seule solution permettant l'accès à l'assainissement. Comme indiqué dans la première partie, l'installation de toilettes individuelles dans les logements reste toujours la meilleure solution à chaque fois qu'elle est possible.

Il est plus simple d'aménager de nouvelles infrastructures que de rénover des bâtiments, car cette dernière solution peut nécessiter plus d'ingéniosité. Par exemple, la rénovation peut signifier d'adapter des fonctionnalités destinées à améliorer la sécurité ; de modifier le rapport entre le nombre de sièges destiné aux hommes et celui destiné aux femmes ; d'ajouter des toilettes accessibles et non genrées ; de modifier les voies d'accès aux toilettes ; ou encore de refondre complètement le modèle de gestion. Une analyse et une consultation locales plus détaillées peuvent s'imposer pour déterminer les détails essentiels (pour des informations sur la mise en œuvre locale, consulter la partie 3.2).



La figure 5 présente les résultats d'un exercice de cartographie comme celui que nous venons de suggérer. Elle est fondée sur les données d'un exercice participatif réel mené dans le quartier de Mathare, au Kenya (voir [mapkibera.org/theme/watsan](http://mapkibera.org/theme/watsan)). Nous y avons ajouté différentes catégories de toilettes et de zones à des fins illustratives (ces données ne représentent aucunement la réalité).



### Ressource essentielle

**Le document** *Guidelines for public and community toilets management by cities in Andhra Pradesh* fournit des orientations approfondies destinées aux administrateurs pour la planification urbaine et la fourniture efficace de services de toilettes publiques et communautaires. Il a été rédigé en 2016 par Swachha Andhra Corporation (SAC), les pouvoirs publics de l'État d'Andhra Pradesh et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Ce document peut être téléchargé à l'adresse [susana.org/\\_resources/documents/default/3-2933-7-1517379253.pdf](http://susana.org/_resources/documents/default/3-2933-7-1517379253.pdf)

**Figure 5 : Résultats d'un exercice de cartographie des toilettes communautaires à Mathare (Kenya).**

## Les lacunes des toilettes publiques

Les toilettes publiques sont principalement destinées aux espaces publics et aux zones d'activité. Il peut s'agir de marchés (y compris informels) ; de rues commerçantes ; de points de correspondance des transports, comme les stations de métro, gares et arrêts de bus, les stations de taxis, les échangeurs routiers et les zones accueillant de grands nombres de piétons ; d'espaces de loisirs ou de sites touristiques, comme les parcs, les abords des rivières et les sites du patrimoine ; de sites d'intérêt religieux ; et de lieux fréquentés par les sans-abri, les sans-logis et les sans domicile fixe.

Bien que les autorités locales se chargent d'aménager la plupart des toilettes publiques, les associations de marchés et les centres commerciaux prévoient également souvent ces installations (ou sont tenus de les fournir). Toutes les toilettes publiques doivent être considérées dans l'évaluation, indépendamment de l'institution qui en est responsable.

Les informations suivantes peuvent être utiles pour caractériser les zones d'activité et les toilettes publiques existantes :

### • Zones d'activité

- Type de lieu
- Implantation
- Estimation du nombre de personnes fréquentant quotidiennement ce lieu, ventilées par sexe (voir la remarque à la fin de cette liste)
- Signes de la pratique de la défécation à l'air libre
- Données épidémiologiques et indicateurs de nutrition (si disponibles)
- Indicateurs des violences fondées sur le genre (si disponibles)

### • Toilettes publiques

- Implantation
- Nombre de toilettes pour hommes, pour femmes et non genrées et nombre d'urinoirs, ainsi que leur état de fonctionnement
- Horaires d'ouverture
- Degré de sécurité du lieu
- Propreté et disponibilité d'eau et de savon
- Présence de gardiens ou de gardiennes
- Dispositifs de gestion de l'hygiène menstruelle
- Accessibilité

### • En fonction de la diversité des modèles de gestion et des acteurs concernés dans la ville, il peut également être utile de recueillir des informations sur la gestion et l'exploitation des sites, notamment :

- L'institution responsable
- La structure de gestion
- Les mécanismes et services d'élimination des matières fécales et des déchets solides et liquides
- La structure tarifaire, le nombre d'utilisateurs et les coûts d'exploitation (eau, électricité, pompage des boues, salaire des gardiens, etc.)

**Remarque :** Il n'existe aucune formule parfaite permettant de calculer le nombre de personnes fréquentant une zone d'activité spécifique. Les estimations sérieuses peuvent être fondées sur le nombre de clients, de voyageurs ou de visiteurs, obtenu auprès des prestataires de services, des associations de marchés, des registres des entrées ou des comptoirs de vente de tickets.

### Comme pour les toilettes communautaires, ces informations peuvent ensuite être reportées sur des cartes :

1. Localiser les zones d'activité sur le plan de la ville (p. ex., en tracer les frontières).
2. Matérialiser les toilettes publiques sur la carte.
3. Dessiner la « zone desservie » autour de chaque infrastructure de toilettes publiques, c'est-à-dire la zone se situant à moins de cinq minutes de marche des toilettes (adapter cette distance en fonction des critères locaux).
4. Adopter un code couleur pour les différentes zones. Le tableau présenté à la page suivante propose une méthode pour cela.

**Tableau 2 : Proposition de code couleur des différentes zones pour la cartographie des toilettes publiques.**

Couleur	Zones	Stratégies suggérées
<b>Rouge</b>	Zones d'activité dépourvues d'accès à des toilettes publiques ou dotées de toilettes publiques hors d'usage.	Aménager de nouvelles toilettes publiques adaptées aux besoins des femmes et des filles et accessibles à toutes et à tous, exploiter les toilettes privées existantes ou rénover totalement les installations hors d'usage.  Commencer par les zones présentant un grand nombre d'utilisatrices exclues du service, comme les parcs et les marchés, et les zones où la pratique de la défécation à l'air libre est mise en évidence ou encore les espaces caractérisés par un taux élevé de violence liée au genre.
<b>Orange</b>	Zones d'activité desservies par des toilettes publiques non adaptées aux besoins des femmes et des filles.	Rénover ces toilettes en aménageant les fonctionnalités nécessaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles.
<b>Vert</b>	Zones d'activité desservies par des toilettes publiques adaptées aux besoins des femmes et des filles.	Effectuer un suivi pour vérifier que les toilettes sont bien adaptées aux besoins des femmes et des filles et le restent. Prendre toute mesure corrective nécessaire.

L'une des stratégies proposées dans le tableau 2 consiste à exploiter les toilettes privées. Il peut notamment s'agir des toilettes des restaurants, des hôtels, des centres commerciaux et des stations-service. Certaines villes pionnières ont mis en place des réglementations ou des incitations pour y parvenir. Dans ces cas, le propriétaire peut être tenu de mettre ses toilettes à la disposition du public, en s'assurant qu'elles comportent des adaptations aux besoins féminins, et de les signaler par des panneaux et des indications claires.

Ces stratégies ne sont que des orientations générales sur les différents types de zones d'une ville et des conseils sur les priorités à accorder. De nombreuses autres étapes sont nécessaires pour préparer une stratégie à l'échelle de toute la ville et fournir des toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles. L'aspect budgétaire et la planification sont essentiels, et l'élaboration de modèles de service peut également être nécessaire lorsque les dispositifs existants sont encore insuffisants. Le contrôle et l'application de la réglementation ou des normes de service constituent également des mesures importantes. Le présent guide ne saurait aborder tous ces aspects en détail. Pour en savoir plus, il est conseillé de se reporter aux ressources essentielles et complémentaires suggérées.

### Ressource essentielle

*Public toilet management (PTM) process overview.* Ce document définit un processus en cinq étapes pour la gestion des toilettes publiques : évaluation de l'offre et de la demande ; planification et stratégies ; mise en œuvre ; suivi ; et durabilité, accompagné de conseils détaillés et d'une boîte à outils. Il a été élaboré par GIZ et le ministère indien du Développement urbain. Ce guide peut être téléchargé à l'adresse [susana.org/en/community/integrated-content/public-sanitation](https://susana.org/en/community/integrated-content/public-sanitation)

### Ressource essentielle

Le rapport *Shared and public toilets: championing delivery models that work* aborde la manière de tenir compte du contexte, des besoins des usagers et des caractéristiques des fournisseurs de services et des autorités responsables des services au cours des processus décisionnels. Il propose des listes de vérification et des études de cas. Il a été conçu en 2018 dans le cadre de la stratégie Water Global Practice de la Banque mondiale. Ce rapport peut être téléchargé à l'adresse [openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30296/W18035.pdf](https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30296/W18035.pdf)

# Étude de cas : Inde

## Stratégie de cartographie à l'échelle de la ville entière pour la rénovation des toilettes<sup>55</sup>

La ville de Visakhapatnam, en Inde, rassemble deux millions d'habitants. La défécation à l'air libre a pris fin en octobre 2016 à la suite d'une série d'actions coordonnées menées par les autorités de la Greater Visakhapatnam Municipal Corporation. Au cours de la première étape du processus, le Urban Migrant Centre d'Ahmedabad a mené un exercice de cartographie des infrastructures sanitaires de l'ensemble de la ville. Cela a permis d'obtenir des données sur : 1) les sites de défécation à l'air libre ; 2) les causes de cette pratique ; et 3) la présence, l'emplacement et la fonctionnalité des toilettes publiques et communautaires.

Cet exercice de cartographie a révélé que plus de 20 000 personnes dépendaient des bâtiments sanitaires publics et communautaires. Sur les 262 bâtiments en fonctionnement, seuls six ont été classés en « bon état » dans le cadre de l'étude. Pour mettre fin à la défécation à l'air libre, l'amélioration de ces infrastructures dans toute la ville a été jugée essentielle. Pour donner suite à l'exercice de cartographie et à l'évaluation des besoins selon les sexes, une attention particulière a été portée aux besoins des femmes et des filles à travers la rénovation de 198 bâtiments de toilettes (soit près de 4 000 sièges), et la mise en œuvre de programmes d'adaptation des installations aux besoins de chaque sexe par l'organisation Water and Sanitation for the Urban Poor (WSUP) et les autorités de la Greater Visakhapatnam Municipal Corporation.



**Engagement de la communauté au cours de la campagne Swachh Bharat Mission, à Visakhapatnam (Inde).**

Crédit : WSUP

## 3.2 Une planification et une mise en œuvre respectant les besoins des différents sexes

Une fois l'évaluation finalisée et une stratégie développée, cette dernière doit être soigneusement mise en œuvre à l'échelle locale.

Les toilettes communautaires sont souvent construites sans consulter la communauté sur leur implantation, leur conception, leur construction ou leur entretien. En conséquence, elles négligent parfois certains aspects des besoins d'une communauté et ne bénéficient pas des connaissances des habitants sur la topographie et les dynamiques locales. Cela peut nuire aux sentiments d'appropriation et d'attachement aux infrastructures, contribuer à l'exclusion de certains usagers et expliquer le manque de motivation pour l'entretien des installations. Le cercle vicieux de la « construction-négligence-délabrement-reconstruction » menace alors de s'installer. De même, les toilettes publiques construites sans tenir compte des points de vue et des besoins des usagers et usagères risquent d'être inutilisées et de perdre leur viabilité.

Avant l'implantation dans une zone d'activité ou un quartier informel spécifique, les autorités locales doivent donc consulter les usagers existants et potentiels. Les processus participatifs mettant l'accent sur les besoins des femmes et des filles, ainsi que sur d'autres publics de vue sur une série de facteurs opérationnels et sociaux qui affectent leurs capacités ou leur volonté d'utiliser les toilettes publiques ou communautaires.

Les questions ou aspects suivants peuvent servir à orienter les échanges et les consultations :

- Quelles sont les expériences des usagers des toilettes (notamment des femmes et des filles) et quels services souhaitent-ils à l'avenir ?
- Quels sont les emplacements les plus appropriés pour l'installation de toilettes ? Quels endroits doivent être évités et pourquoi ?
- Quels devraient être les horaires d'ouverture ? Si l'ouverture 24 heures sur 24 n'est pas envisageable, quelles sont les autres possibilités pour les usagers durant les heures de fermeture ?
- Comment les toilettes pourraient-elles être exploitées et gérées pour les rendre sûres et accessibles à l'ensemble des usagers ?
- Quelles fonctionnalités d'adaptation aux besoins des femmes et des filles ou quels services complémentaires devraient être prioritaires ?
- Comment les représentantes féminines peuvent-elles s'engager dans les processus de gestion, d'exploitation, d'entretien et de suivi ?
- Comment la structure tarifaire prévue peut-elle garantir un accès juste et équitable aux toilettes pour l'ensemble des usagers et usagères visés ? (Voir l'étude de cas sur le Bangladesh en page 25).
- Certaines activités peuvent-elles être associées aux toilettes afin de générer des revenus (p. ex., production ou vente de savon, services de lessive) ?

**Les toilettes publiques construites sans tenir compte des points de vue et des besoins des usagers risquent d'être inutilisées et de perdre leur viabilité.**

**Un exercice de cartographie peut permettre aux usagers de surligner les zones où les problèmes d'assainissement se font le plus ressentir et les zones à éviter pour des raisons diverses (croyances, sécurité).**

### Principes élémentaires :

- **Ne jamais partir du principe que les besoins de toutes les femmes sont identiques.** Intégrer activement les femmes et les filles handicapées, les femmes âgées, et les représentantes d'une grande diversité de classes sociales, de castes ou de groupes ethniques ou religieux, etc. Cela peut impliquer d'organiser des réunions ou des activités séparées afin de bien écouter ces différents groupes d'usagères. Il convient de choisir les lieux et moments adaptés aux femmes et aux filles, ainsi qu'aux groupes marginalisés, et de travailler avec les organisations communautaires et les ONG existantes qui représentent les divers groupes.
- **Ventiler les données** par sexe, handicap (le cas échéant), âge et groupe social afin de mieux comprendre les points de vue et les besoins des différents usagers et usagères.
- **Faire appel à des animatrices sensibilisées (et formées) aux thématiques de genre** afin de faciliter la participation des femmes et des filles et de les encourager à exprimer leurs points de vue.
- **S'assurer que les modes de communication sont adaptés à des personnes qui sont souvent exclues.** Cela peut exiger de mener des consultations dans toutes les langues pertinentes, notamment les langues des minorités, ou de fournir des questions en braille à l'intention des déficients visuels.

De nombreux outils et processus de participation sont disponibles pour la consultation et la planification. Par exemple :

- Préparer et diffuser des cartes détaillées ou schématiques montrant les infrastructures et services sanitaires existants (cette activité peut être précédée d'un transect à pied). Faire surligner les zones où les problèmes d'assainissement sont les plus graves et les zones à éviter pour des raisons de croyances, de sécurité ou autres.
- Mener des débats formels ou officieux (entretiens approfondis, groupes de discussion ou encore sessions participatives pour la conception des services) avec les résidents pour aborder les questions énumérées plus haut. Il peut être judicieux de mener des débats séparés en fonction des sexes pour s'assurer que les participantes se sentent libres d'évoquer ouvertement leurs besoins particuliers.
- Mener des audits participatifs sur l'accessibilité et la sécurité pour analyser les infrastructures existantes avec un groupe de femmes et de filles traduisant la plus grande diversité, comme indiqué dans l'encadré 3.
- Mener des exercices et des débats permettant de visualiser l'implantation des toilettes. Les équipes chargées de la mise en œuvre peuvent identifier les emplacements potentiels des toilettes en fonction de la distance, des infrastructures, des lieux les plus sûrs et de l'estimation du nombre de bâtiments nécessaires. Elles peuvent ensuite débattre de ces éléments avec les groupes afin d'intégrer leurs opinions avant de prendre les décisions finales.

### Encadré 3 : Audits participatifs sur l'accessibilité et la sécurité

Des audits sur l'accessibilité et la sécurité peuvent être menés pour les toilettes publiques et communautaires. Ils constituent une excellente façon de mieux appréhender l'ergonomie des toilettes et de faire participer directement les femmes, les filles et les personnes handicapées à l'évaluation, la planification et la conception des infrastructures.

Les audits peuvent se concentrer sur des caractéristiques spécifiques de l'adaptation à un public féminin (voir la deuxième partie). Divers outils peuvent être utilisés pour orienter ce processus. Il est important que ces audits soient menés de façon collaborative avec un groupe d'usagères (rassemblant de préférence des femmes et filles d'âges, de capacités physiques et de besoins divers) et les responsables de la mise en œuvre. Cela permet d'évaluer le processus qui consiste à se rendre aux toilettes, à y entrer et à les utiliser du point de vue des usagères, afin que les responsables de ces services en comprennent bien tous les aspects.

Deux exemples :

1. Water, Engineering and Development Centre (WEDC) et WaterAid : *Accessibility and safety audit for latrines and market centre latrines*. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/publications/accessibility-and-safety-audits](http://washmatters.wateraid.org/publications/accessibility-and-safety-audits)
2. Jagori (2010) (en collaboration avec Femmes et villes international) : *A handbook on women's safety audits in low-income urban neighbourhoods: a focus on essential services*. Disponible à l'adresse [jagori.org/publication/handbook-women%E2%80%99s-safety-audits-low-income-urban-neighbourhoods-focus-essential-services](http://jagori.org/publication/handbook-women%E2%80%99s-safety-audits-low-income-urban-neighbourhoods-focus-essential-services)

### 3.3 Construction, exploitation, entretien et suivi

- La construction (ou la rénovation) de toilettes est une étape déterminante pour garantir l'adaptation des toilettes aux besoins des femmes et des filles, puisqu'il sera difficile et très coûteux de modifier les infrastructures après leur construction.
- Une exploitation et un entretien adéquats sont essentiels pour adapter les toilettes aux besoins féminins.
- Un suivi rigoureux est nécessaire pour assurer la durabilité du projet ; il est crucial au cours de la construction, de l'exploitation et de l'entretien, et les enseignements tirés des premières phases doivent permettre par la suite d'informer et d'améliorer le travail.

Les ressources citées en annexe renseignent sur les nombreux aspects à prendre en compte lors de la construction, de l'exploitation, de l'entretien et du suivi. Par ailleurs, une **liste de vérification des éléments à contrôler pour respecter les besoins des femmes et des filles** est proposée ci-dessous.

<b>Construction/rénovation</b>	
Les considérations sur l'adaptation des toilettes aux besoins des femmes et des filles ont-elles été énoncées dans les appels d'offres pour les sous-traitants et dans les contrats signés ?	
Un budget est-il prévu pour l'adaptation des toilettes aux besoins des femmes et des filles ?	
Le choix des sous-traitants tient-il compte de leurs antécédents et de leurs engagements en matière d'inclusion de tous et de toutes, d'implication de la communauté, et de respect des besoins de tous les genres ?	
La disposition des bâtiments des toilettes tient-elle compte de la surface supérieure requise pour la section réservée aux femmes, à capacité équivalente ?	
Des programmes ont-ils été prévus pour le suivi actif de l'adéquation des bâtiments en construction aux besoins féminins ?	
<b>Exploitation et entretien</b>	
Des gardiens et des gardiennes ont-ils été désignés ?	
Des sessions de formation sont-elles organisées régulièrement pour renforcer les capacités du personnel à travailler avec des personnes de tous les genres et de toutes aptitudes physiques ?	
Des normes d'exploitation claires tenant compte des besoins des femmes et des filles sont-elles en vigueur ?	
L'élimination sûre des articles d'hygiène menstruelle a-t-elle été prévue dans le respect des cultures des résidents ?	
Les femmes participent-elles à parts égales à l'exploitation et à la gestion des toilettes, et sont-elles rémunérées pour cela selon les mêmes critères que les hommes ?	
Des dispositions (budget, programme, etc.) de nettoyage et d'entretien courant sont-elles en place ?	
<b>Suivi</b>	
Les éléments essentiels contribuant au respect des besoins des femmes et des filles sont-ils intégrés aux mécanismes de suivi ?	
Un dispositif de réclamation sûr et confidentiel a-t-il été prévu pour recueillir les avis des usagers sur les toilettes publiques et communautaires ?	
Ce dispositif garantit-il une juste prise en compte des remarques des femmes et des filles ?	
Outre le recueil des avis des usagers, les mécanismes de suivi sont-ils à l'écoute des personnes potentiellement négligées (notamment pour des raisons d'accessibilité ou de coût) ?	



# Étude de cas : approche pratique de l'assainissement communal respectant l'égalité des sexes

**WSUP a soutenu les efforts destinés à aménager des toilettes communautaires dans des quartiers de Naivasha (Kenya), et de Maputo (Mozambique), caractérisés par de faibles revenus et une forte densité de population<sup>56</sup>. Elle a œuvré pour s'assurer que les femmes disposent d'un rôle central dans un processus de planification et de gestion en quatre étapes.**

## 1. Implantation/planification du site en fonction des besoins

La première étape consiste à déterminer l'emplacement idéal pour les infrastructures. À Maputo, une évaluation des besoins menée par le responsable local, ainsi que des réunions de la communauté ont permis de choisir plusieurs emplacements pour les toilettes communautaires. Au moins 80 % des participants étaient des femmes, notamment grâce à des activités de mobilisation qui les encourageaient à participer.

## 2. Groupes d'étude pour la conception d'infrastructures adaptées aux femmes et aux filles

Les groupes d'étude pour la conception des toilettes sont des groupes de discussion exclusivement réservés aux femmes, où elles rencontrent les urbanistes de projets et les ingénieurs. Cette méthode a été employée à Naivasha. En parallèle, à Maputo, les réunions communautaires rassemblaient une majorité de femmes participantes. Les processus ont mené à concevoir des toilettes dotées de cabines individuelles réservées aux hommes ou aux femmes. Il a également été décidé de verrouiller les bâtiments la nuit, mais de laisser la clé dans un lieu facile d'accès. Un espace séparé

a été prévu pour le lavage des vêtements. Enfin, des débats ont été organisés autour de l'hygiène menstruelle afin de tenter de dépasser les tabous.

## 3. Engagement des femmes pour la construction

La communauté s'est engagée pour la construction des infrastructures en fournissant de la main-d'œuvre. Des bénévoles hommes et femmes ont travaillé ensemble à Maputo, tandis que des emplois rémunérés ont été proposés à Naivasha. Les femmes ont ainsi intégré un monde du travail traditionnellement dominé par les hommes, contribuant à lutter contre l'idée selon laquelle les femmes ne peuvent pas travailler dans l'industrie.

## 4. Gestion dirigée par des femmes

À Maputo, le comité de gestion du bâtiment sanitaire, composé de cinq représentants élus, a été chargé de gérer les toilettes. Les femmes ont été encouragées à présenter leurs candidatures à des postes de direction. Elles ont obtenu 47 % des postes de présidentes du comité, 58 % des comités avaient une femme pour vice-présidente et 67 % une trésorière. La plupart des exploitants des sites étaient des femmes, ce qui leur a permis de dégager de petits bénéfices à partir des installations, puisqu'elles étaient autorisées à percevoir une petite part des tarifs des services.



**Toilettes communautaires dans le quartier de Chamanculo, à Maputo (Mozambique).**

Crédit : WSUP

# Annexe : Ressources utiles

## A. Genre et assainissement

Référence	Description du contenu	Accès
Schmitt M. L., Clatworthy D., Ogello T., Sommer M. (2018). <b><i>Making the case for a female-friendly toilet.</i></b>	Synthèse précise et actualisée indiquant pourquoi et comment un accès insuffisant à des toilettes privées, confortables et bien situées pose des problèmes majeurs pour de nombreuses femmes et filles dans le monde entier. Cet article révèle le besoin d'un dialogue plus étroit entre les usagères des toilettes et les concepteurs, les décideurs, les professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour tous (WASH) ainsi que les autres acteurs pertinents sur la manière d'adapter les toilettes à toute une série de contextes de développement et de situations d'urgence. Il s'agit de mieux aborder les besoins essentiels des femmes et des filles.	<a href="http://mdpi.com/2073-4441/10/9/1193">mdpi.com/2073-4441/10/9/1193</a>
House S., Ferron S., Sommer M. et Cavill S. (2014). <b><i>Violence, gender and WASH: a practitioner's toolkit. Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services.</i></b> Co-publié par 27 organisations.	Ce guide rappelle les risques de violences associés à l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH), mais aussi les avantages potentiels de ces services. Il constitue une boîte à outils pour encourager les professionnels à reconnaître leurs capacités à rendre ces services plus sûrs et plus efficaces en clarifiant les mesures concrètes possibles grâce à l'amélioration des politiques, des programmes et de la fourniture de services.	<a href="http://washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit">washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit</a>
Reed B. J., Coates S., Parry-Jones S. et coll. (2007). <b><i>Infrastructure for all: meeting the needs of both men and women in development projects – a practical guide for engineers, technicians and project managers.</i></b>	Ce guide permet aux ingénieurs et aux techniciens de mieux comprendre le contexte et les informations pratiques dont ils ont besoin pour s'assurer que leur « produit » est adapté aux hommes, mais aussi aux femmes et à l'ensemble de la société.	<a href="https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/books/Infrastructure_for_All_-_Complete.pdf">https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/books/Infrastructure_for_All_-_Complete.pdf</a>
Chaplin S. (2017). <b><i>Gender, urban sanitation inequalities and everyday lives: a literature review and annotated bibliography.</i></b> Centre for Policy Research.	Cet article examine la littérature existante pour déterminer les connaissances en matière d'impact des inégalités d'accès à l'assainissement urbain sur les femmes et les filles pauvres. Il résume les recherches fondées sur des données probantes et la documentation grise provenant principalement d'Inde, du Bangladesh, du Kenya, d'Ouganda, du Malawi et d'Afrique du Sud. Les études visées portent sur la façon dont les femmes et les filles font face à un accès insuffisant à l'assainissement, sur la violence fondée sur le genre et l'insécurité aux toilettes, ainsi que sur les politiques, programmes et projets liés à l'assainissement tenant compte des genres, notamment en milieu urbain.	<a href="http://cprindia.org/system/tdf/working_papers/Chaplin%20(2017)%20Gender%20&amp;%20urban%20sanitation%20literature%20review.pdf?file=1&amp;type=node&amp;id=6352">cprindia.org/system/tdf/working_papers/Chaplin%20(2017)%20Gender%20&amp;%20urban%20sanitation%20literature%20review.pdf?file=1&amp;type=node&amp;id=6352</a>

Référence	Description du contenu	Accès
UNICEF (2017). <b><i>Gender-responsive water, sanitation and hygiene: key elements for effective WASH programming.</i></b>	Ce document donne un aperçu des mesures essentielles que les professionnels de l'eau, l'assainissement et l'hygiène doivent prendre en compte à chacune des étapes du cycle du programme afin de promouvoir une approche respectueuse des genres. Il fournit notamment des conseils utiles pour généraliser la prise en compte des genres lors de l'analyse des situations, la conception des programmes, la définition des objectifs, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation.	<a href="http://unicef.org/gender/files/Gender_Responsive_WASH.pdf">unicef.org/gender/files/Gender_Responsive_WASH.pdf</a>
House S. et Cavill S. (2015). <b><i>Making sanitation and hygiene safer: reducing vulnerabilities to violence.</i></b> Frontiers of CLTS: innovations and insights.	Ce numéro de <i>Frontiers of CLTS</i> rassemble des enseignements tirés d'actes de violence liés à l'accès à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi que des exemples de bonnes pratiques tirés d'un grand nombre d'environnements, notamment urbains, humanitaires et ruraux. Il suggère des bonnes pratiques à l'intention des professionnels de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC), indiquant comment leurs modes d'action peuvent contribuer à limiter la vulnérabilité à la violence.	<a href="http://communityledtotal sanitation.org/sites/communityledtotal sanitation.org/files/Frontiers5_Gender_Violence_WASH.pdf">communityledtotal sanitation.org/sites/communityledtotal sanitation.org/files/Frontiers5_Gender_Violence_WASH.pdf</a>
House S., Mahon T. et Cavill S. (2012). <b><i>Menstrual hygiene matters: a resource for improving menstrual hygiene around the world.</i></b> Co-publié par 18 organisations.	Une ressource essentielle pour l'amélioration de l'hygiène menstruelle des femmes et des filles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Elle apporte des orientations pratiques sur la manière d'aborder l'hygiène menstruelle en s'appuyant sur des données et des exemples recueillis dans le monde entier. Elle fournit un aperçu des enjeux que les responsables de la planification et les décideurs locaux doivent prendre en compte.	<a href="http://washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters">washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters</a>
Sommer M., Schmitt M., Clatworthy D. (2017). <b><i>Un instrument destiné à intégrer la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) dans la réponse humanitaire.</i></b> Co-publié par 27 organisations.	Ce document fournit des orientations simplifiées pour épauler les organisations et les agences cherchant à intégrer rapidement la gestion de l'hygiène menstruelle aux secteurs et phases des programmes existants. Les informations de ce mini-guide sont fondées sur un examen théorique approfondi, des évaluations qualitatives menées auprès de nombreux acteurs et organisations du domaine humanitaire, ainsi que sur des échanges directs avec les femmes et les filles vivant dans des situations de crise humanitaire, qui sont directement concernées par ces problèmes. Outre l'original en anglais, des versions en français et en arabe sont également disponibles.	<a href="http://rescue.org/sites/default/files/document/2113/themhminemergencies toolkitfullguide.pdf">http://rescue.org/sites/default/files/document/2113/themhminemergencies toolkitfullguide.pdf</a>

Référence	Description du contenu	Accès
UNICEF (à venir). <b><i>Programming guidance for menstrual health and hygiene.</i></b> Fonds des Nations Unies pour l'enfance.	Orientations destinées principalement à soutenir les activités nationales et infranationales des spécialistes de l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les bureaux de pays de l'UNICEF. Ce document a été élaboré avec les collaborateurs de l'UNICEF responsables de l'éducation, de la santé, de l'égalité des genres, du développement et de la participation des adolescents et du handicap. Il repose sur l'intersection des questions de santé et d'hygiène menstruelle. Cependant, ces orientations peuvent également être utiles aux pouvoirs publics et à tout partenaire œuvrant pour promouvoir la santé et l'hygiène menstruelle aux échelles nationale et infranationale.	<a href="http://unicef.org">unicef.org</a>
UNICEF (2018). <b><i>Product and procurement guidance for menstrual materials.</i></b> Fonds des Nations Unies pour l'enfance.	Étude donnant un aperçu de la littérature en langue anglaise jusqu'en février 2018 à propos des ressources couramment utilisées pour la gestion de l'hygiène menstruelle dans les situations de crises humanitaires et de développement. Ce document a été conçu comme une note d'information destinée à orienter l'UNICEF en matière de produits et d'achats pour la fourniture d'articles menstruels.  Cette étude n'est pas prévue pour recommander un produit menstruel en particulier, et elle ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UNICEF. En revanche, elle a pour but de familiariser le lecteur avec les différents articles et de nourrir une réflexion critique sur les caractéristiques de chacun d'entre eux.	<a href="http://unicef.org">unicef.org</a>
Agol D. et Harvey P. (2018). <b><i>Gender differences related to WASH in schools and educational efficiency.</i></b>	Cet article émet l'hypothèse selon laquelle une gestion améliorée de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les écoles mène à une meilleure efficacité des enseignements et à des progrès scolaires, notamment chez les adolescentes. Il s'appuie sur des données quantitatives recueillies dans plus de 10 000 écoles en Zambie. Cette analyse a démontré que des insuffisances en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène menaient à des taux élevés de redoublement et d'abandon des études chez les filles plus que chez les garçons, notamment à partir de 13 ans et entre le CM2 et la quatrième.	<a href="http://water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol11/v11issue2/437-a11-2-4/file">water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol11/v11issue2/437-a11-2-4/file</a>
Hulland K. R. S., Chase R. P., Caruso B. A. <i>et coll.</i> (2015). <b><i>Sanitation, stress, and life stage: a systematic data collection study among women in Odisha, India.</i></b>	Cet article se penche sur le stress psychosocial lié à l'accès à l'assainissement (sanitation-related psychosocial stress, SRPS) vécu par les femmes tout au long de la période où elles sont en âge de procréer dans trois environnements distincts (quartiers de taudis, villages ruraux et villages tribaux) dans l'État d'Odisha, en Inde.	<a href="http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0141883">journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0141883</a>

## B. Exemples d'orientations et de normes nationales et internationales pour la planification des toilettes publiques et communautaires

Référence	Description du contenu	Accès
GIZ et ministère du Développement urbain, Inde (2017). <b><i>Five step public toilets management process.</i></b>	Ce document propose des outils et des conseils pour épauler l'évaluation de l'offre et de la demande, la planification et l'élaboration de stratégies, la mise en œuvre, le suivi, ainsi que la gestion de la durabilité du service de toilettes publiques.	<a href="https://susana.org/en/community/integrated-content/public-sanitation">susana.org/en/community/integrated-content/public-sanitation</a>
Water Services Trust Fund Kenya (2010). <b><i>The toolkit for urban sanitation projects.</i></b>	Ce document propose un ensemble d'outils très complets pour contribuer à planifier, concevoir, mettre en œuvre, gérer, suivre et évaluer les projets d'assainissement dans les zones urbaines à faibles revenus.	<a href="https://waterfund.go.ke/sanitation/">waterfund.go.ke/sanitation/</a>
ASEAN (2016). <b><i>The ASEAN public toilet standard.</i></b>	Cet ensemble de normes a pour objectif de contribuer à assurer la qualité, le confort, la sécurité et la gestion adéquate des déchets des toilettes publiques de ses pays membres. Il se divise en quatre critères principaux pour la gestion des toilettes publiques : conception, système de gestion de l'environnement, aménagements et infrastructures.	<a href="https://asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf">asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf</a>
International Code Council et WorldToilet.org (2011). <b><i>Global guideline for practical public toilet design</i></b> (ICC G3-2011).	Ces orientations visent à aider lors de la fourniture de toilettes publiques propres, pratiques, hygiéniques et sûres, dont la conception est adéquate et la qualité satisfaisante, et à apporter des orientations sur les opérations élémentaires d'entretien et de maintenance de ces infrastructures. Elles s'adressent aux personnes chargées d'aménager et de gérer des toilettes publiques dans le monde entier.	<a href="https://shop.iccsafe.org/icc-g3-2011-global-guideline-for-practical-public-toilet-design-1.html">shop.iccsafe.org/icc-g3-2011-global-guideline-for-practical-public-toilet-design-1.html</a>  Remarque : Ces orientations sont proposées en téléchargement payant.
République de l'Inde (2017) <b><i>Guidelines for the Swachh Bharat Mission – Urban.</i></b>	Ces orientations définissent les toilettes publiques et communautaires dans le contexte indien et présentent des normes régissant ces installations.	<a href="https://sanitation.kerala.gov.in/wp-content/uploads/2017/08/SBM%20(U)%20Guideline.pdf">sanitation.kerala.gov.in/wp-content/uploads/2017/08/SBM%20(U)%20Guideline.pdf</a>
Banque mondiale (2018). <b><i>Shared and public toilets: championing delivery models that work.</i></b>	Ce rapport constitue une introduction sur les toilettes publiques et partagées. Il aborde la manière de tenir compte du contexte, des besoins des usagers, et des caractéristiques des fournisseurs de services et des autorités responsables des services au cours des processus décisionnels. Il propose également des listes de vérification et des études de cas.	<a href="http://documents.worldbank.org/curated/en/122091535055956605/pdf/129628-WP-P165603-Shared-and-Public-Toilets-PUBLIC.pdf">http://documents.worldbank.org/curated/en/122091535055956605/pdf/129628-WP-P165603-Shared-and-Public-Toilets-PUBLIC.pdf</a>

## C. Orientations et normes d'accessibilité nationales et mondiales

Référence	Description du contenu	Accès
<b>Exemples d'orientations émanant d'autorités nationales</b>		
Gouvernement royal du Cambodge (2017) <b><i>National guidelines on WASH for persons with disabilities and older people</i></b>	Orientations nationales et recommandations de processus pour l'inclusion et la création d'infrastructures accessibles d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi que pour les processus décisionnels relatifs aux activités dans ce domaine. Elles peuvent être adaptées aux environnements urbains.	<a href="https://washmatters.wateraid.org/publications/cambodia-national-guidelines-on-wash-for-persons-with-disabilities-and-older-people">https://washmatters.wateraid.org/publications/cambodia-national-guidelines-on-wash-for-persons-with-disabilities-and-older-people</a>
République de l'Inde et WaterAid Inde (2015). <b><i>Handbook on accessible household sanitation for persons with disabilities (PWDs).</i></b>	Ce manuel est destiné aux fonctionnaires, aux ingénieurs responsables des systèmes d'eau et d'assainissement, aux institutions locales, aux professionnels du secteur WASH, aux organisations de personnes handicapées, aux fournisseurs de services pour personnes handicapées et aux organisations représentant ou interagissant avec d'autres groupes socialement exclus. Il étudie les problèmes rencontrés par les personnes âgées ou handicapées ainsi que les autres groupes vulnérables lors de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Il propose des solutions permettant de faire face à ces défis. Il peut être utilisé pour le renforcement des capacités des ingénieurs des districts et des ONG.	<a href="http://swachhbharatmission.gov.in/sbmcms/writereaddata/images/pdf/technical-notes-manuals/PWD-Guidelines.pdf">swachhbharatmission.gov.in/sbmcms/writereaddata/images/pdf/technical-notes-manuals/PWD-Guidelines.pdf</a>
<b>Orientations et ressources relatives au secteur WASH et à l'assainissement</b>		
OMS (2018). <b><i>Guidelines on sanitation and health.</i></b>	Les directives de l'OMS sur l'assainissement et la santé apportent des recommandations fondées sur des données probantes et des orientations pour l'élaboration de politiques internationales, nationales et locales d'assainissement et pour protéger la santé publique.	<a href="http://who.int/water_sanitation_health">who.int/water_sanitation_health</a>
Jones H. et Reed B. (2005). <b><i>L'alimentation en eau et les installations sanitaires pour les personnes handicapées et autres groupes vulnérables : la conception des services permettant d'améliorer l'accessibilité.</i></b> Loughborough, Royaume-Uni : WEDC.	Cet ouvrage décrit principalement les infrastructures familiales dans les zones rurales et périurbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire. Cependant, nombre des approches et solutions préconisées peuvent être appliquées dans des environnements institutionnels, comme les écoles et les hôpitaux, et dans des situations de crises. Le chapitre cinq est notamment très pertinent en matière de spécifications techniques.	<a href="https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/details.html?id=12520">https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/details.html?id=12520</a>

Référence	Description du contenu	Accès
UNICEF (2018). <b><i>WASH technical paper: the case for investment in accessible and inclusive WASH.</i></b>	En s'appuyant sur des données actualisées fournies par des spécialistes et des responsables de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) et des personnes handicapées de 30 pays, cette étude technique affirme que des services WASH peuvent être assurés à bas coûts en adoptant des conceptions universelles, en exploitant les volontés d'évolution des communautés et en tirant parti des connaissances, de l'expertise et des méthodologies existantes. Il dévoile des points de départ prometteurs permettant de comprendre les impacts et l'importance de services WASH inclusifs et accessibles à tous. Les auteurs invitent à mieux étudier et mesurer les impacts de ces services afin de combler les lacunes existantes en matière de données et de stimuler une évolution vers des services WASH inclusifs et accessibles à tous.	<a href="https://www.unicef.org/disabilities/files/UNICEF_The_case_for_investment_in_accessible_and_inclusive_WASH_Technical_paper.pdf">unicef.org/disabilities/files/UNICEF_The_case_for_investment_in_accessible_and_inclusive_WASH_Technical_paper.pdf</a>
UNICEF (2018). <b><i>WASH technical paper: the case for investment in accessible and inclusive WASH.</i></b>	Cette fiche technique résume les données issues de l'article <i>Case for investment in accessible and inclusive WASH</i> . Elle peut servir de référence pour une consultation rapide par les acteurs des services WASH et de l'accessibilité aux personnes handicapées, notamment lors de la recherche active d'investissements dans des infrastructures WASH accessibles et inclusives.	<a href="https://www.unicef.org/disabilities/files/UNICEF_Advocating_for_investment_in_accessible_and_inclusive_WASH_Factsheet.pdf">unicef.org/disabilities/files/UNICEF_Advocating_for_investment_in_accessible_and_inclusive_WASH_Factsheet.pdf</a>
UNICEF (2017). <b><i>Disability-inclusive WASH practices.</i></b>	Cet outil pratique permet de renforcer l'inclusion et l'accès des enfants et adultes handicapés aux interventions de l'UNICEF en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.	<a href="https://washenablingenvironment.files.wordpress.com/2017/05/wash-and-disability-guidance-note-final.pdf">washenablingenvironment.files.wordpress.com/2017/05/wash-and-disability-guidance-note-final.pdf</a>
WEDC et WaterAid (2014). <b><i>Accessibility and safety audit (Plusieurs guides d'animation sont proposés sur les thèmes des points d'eau, des latrines, des latrines à l'école).</i></b>  WEDC et Plan International (2015). <b><i>Accessibility and safety audits : market centre latrine.</i></b>	Ces audits sur l'accessibilité et la sécurité peuvent être utilisés pour mener une évaluation participative, pratique et rapide de l'ergonomie des toilettes. Ils sont conçus pour intégrer les femmes et les personnes handicapées à l'évaluation, aux côtés des concepteurs, des urbanistes, des ingénieurs et des ouvriers du bâtiment. Ainsi, toutes les parties prenantes pourront comprendre ce qui doit être fait pour rendre les infrastructures plus sûres et plus accessibles, du point de vue des usagers et des usagères.	<a href="https://washmatters.wateraid.org/publications/accessibility-and-safety-audits">washmatters.wateraid.org/publications/accessibility-and-safety-audits</a>

Référence	Description du contenu	Accès
WEDC, WaterAid et SHARE (2014). <i>Compendium de technologies AEPHA accessibles.</i>	Ce manuel est destiné à rendre les technologies d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène plus accessibles. Bien qu'il ne soit pas le plus adapté aux environnements institutionnels, il peut apporter de bonnes idées.	<a href="https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoof256/files/Compendium%20de%20technologies%20AEPHA%20accessibles%20%20atteindre%20les%20installations%20hr.pdf">https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoof256/files/Compendium%20de%20technologies%20AEPHA%20accessibles%20%20atteindre%20les%20installations%20hr.pdf</a>
ADD International Bangladesh (2015). <i>Sanitation for women and men with disabilities.</i>	Une ressource très utile illustrée par des dessins techniques.	<a href="http://add.org.uk/sites/default/files/WASH%20Learnings%20-%20SWMD.pdf">add.org.uk/sites/default/files/WASH%20Learnings%20-%20SWMD.pdf</a>
National Disability Authority, Centre for Excellence in Universal Design. <i>Building for everyone: a universal design approach – sanitation facilities.</i>	Ce guide promeut le concept et la philosophie de la conception universelle et encourage les développeurs, les concepteurs, les constructeurs et les responsables des travaux à fournir des solutions répondant aux besoins de tous les usagers des bâtiments. Il fournit des indications techniques de grande qualité et des conseils sur les difficultés de la conception, comme le calcul du nombre de sièges, la hauteur des rambardes dans une cabine accessible ainsi que les dimensions des cabines.	<a href="http://universaldesign.ie/Built-Environment/Building-for-Everyone">universaldesign.ie/Built-Environment/Building-for-Everyone</a>

## D. Autres références utiles

Référence	Description du contenu	Accès
Reed R. A. et Shaw R. J. (2008). <i>Sanitation for primary schools in Africa.</i>	Cet excellent livre est illustré de schémas détaillés. Il est particulièrement pertinent pour la construction de latrines à fosse. Il contient également un bon outil d'évaluation.	<a href="http://flowman.nl/wedcschoolsanitation20081007.pdf">flowman.nl/wedcschoolsanitation20081007.pdf</a>
UNICEF (2018). <i>Shaping urbanization for children. A handbook on child-responsive urban planning.</i>	Ce document présente des concepts, des preuves et des stratégies techniques pour placer les enfants au premier plan lors de la planification urbaine.	<a href="http://unicef.org">unicef.org</a>
Jones H., WEDC (2011). <i>Inclusive design of school latrines – how much does it cost and who benefits?</i>	Un guide de référence rapide sur les caractéristiques techniques, les coûts et les bénéfices de l'accessibilité des toilettes à l'école.	<a href="http://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/briefnotes/BN001_School_Latrines.pdf">wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/briefnotes/BN001_School_Latrines.pdf</a>

## E. Engagement des communautés

Référence	Description du contenu	Accès
WEDC et Plan International (2015). <i>Guidance note: dialogue circle on social inclusion.</i>	Fournit des orientations sur la conduite des consultations et des interactions avec les résidents afin de comprendre leurs difficultés et d'assurer la participation des groupes vulnérables.	<a href="http://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/learning/EI_Dialogue_circle_on_social_inclusion_guidance_note.pdf">wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/learning/EI_Dialogue_circle_on_social_inclusion_guidance_note.pdf</a>



## F. Outils d'étude pour la planification locale

Référence	Description du contenu	Accès
WSUP et UMC (2016). <i>Enumerators' user manual for public conveniences survey: capacity building for Swachh Bharat Mission – sanitation mapping Visakhapatnam.</i>	Manuel de formation définissant une méthode d'enquête préliminaire sur les lieux où se pratique la défécation à l'air libre et les toilettes publiques ou communautaires à Visakhapatnam, en Inde. Il permet également de mener des discussions de groupe dans les quartiers informels à proximité des sites de défécation à l'air libre.	<a href="http://umcasia.org/UserFiles/umc/file/PT_CT_User_Manual.pdf">umcasia.org/UserFiles/umc/file/PT_CT_User_Manual.pdf</a>
Peprah D., Baker K., Moe C. et coll. (2015). <i>Public toilets and their customers in low-income Accra, Ghana.</i>	Cet article rend compte de l'évaluation de la dépendance aux infrastructures sanitaires partagées à très petite échelle dans quatre quartiers d'Accra, au Ghana – le pays ayant le plus recours aux installations partagées.	<a href="http://communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/PublicToilets_and_their_customers_Accra_%20Environment_and_Urbanization.pdf">communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/PublicToilets_and_their_customers_Accra_%20Environment_and_Urbanization.pdf</a>

## G. Exploitation et gestion des toilettes

Référence	Description du contenu	Accès
Swachha Andhra Corporation (SAC), les pouvoirs publics de l'État d'Andhra Pradesh et GIZ (2016). <i>Guidelines for public and community toilets management - by cities in Andhra Pradesh.</i>	Ce document avance des recommandations et des orientations approfondies pour aider les administrateurs chargés de la planification urbaine des toilettes publiques et communautaires à mettre ces services à disposition du public avec efficacité.	<a href="https://www.susana.org/en/knowledge-hub/resources-and-publications/library/details/2933">https://www.susana.org/en/knowledge-hub/resources-and-publications/library/details/2933</a>
Stratégies municipales concertées (2010). <i>Guide méthodologique numéro 5 : Gérer les toilettes et les douches publiques.</i>	Cet outil a pour objectif d'aider les responsables locaux à prendre des décisions judicieuses. Il fournit des conseils et des recommandations pratiques pour la gestion des bâtiments de toilettes implantés dans les lieux publics, les quartiers défavorisés, les écoles et les centres de santé.	<a href="https://www.pseau.org/outils/ouvrages/pdm_ps_eau_smc_guide_5_gerer_les_toilettes_et_les_douches_publicques_2010.pdf">https://www.pseau.org/outils/ouvrages/pdm_ps_eau_smc_guide_5_gerer_les_toilettes_et_les_douches_publicques_2010.pdf</a>
Swachh Bharat. <i>Improved operations, maintenance and monitoring of public and community toilets.</i>	Cette courte vidéo d'auto-apprentissage explique trois modèles opérationnels et concepts de modes opératoires relatifs aux toilettes publiques et communautaires. Elle donne des renseignements sur les différents types de conditions tarifaires inclusives et les modèles de gestion.	<a href="http://swachhbharat.cloudapp.net/home/course/222?lessonid=00001271">swachhbharat.cloudapp.net/home/course/222?lessonid=00001271</a> (Série 400, cours 415)
Banque mondiale et Swachh Bharat. <i>Slum sanitation programme, Mumbai.</i>	Ce cours d'auto-apprentissage aborde les enseignements tirés du programme d'assainissement dans les quartiers informels mené à Mumbai, en Inde, avec l'appui de la Banque mondiale. Il illustre les avantages d'un partenariat, en engageant tous les acteurs et en faisant participer les organisations communautaires à l'exploitation et à la maintenance des installations dans le cadre d'un protocole d'accord.	<a href="http://swachhbharat.cloudapp.net/home/course/72?lessonid=00001155">swachhbharat.cloudapp.net/home/course/72?lessonid=00001155</a> (Série 400, cours 411)

# Références

- <sup>1</sup> Assemblée générale des Nations Unies (2010). *Résolution : Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement (A/RES/64/292)*. New York : publication des Nations Unies. Disponible à l'adresse [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/64/292&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/292&Lang=F) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>2</sup> ONU-Habitat (2014). *Realising the human rights to water and sanitation: a handbook by the UN Special Rapporteur Catarina de Albuquerque*. New York : publication des Nations Unies. Disponible à l'adresse [unhabitat.org/books/realising-the-human-rights-to-water-and-sanitation-a-handbook-by-the-un-special-rapporteur-catarina-de-albuquerque/](http://unhabitat.org/books/realising-the-human-rights-to-water-and-sanitation-a-handbook-by-the-un-special-rapporteur-catarina-de-albuquerque/) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>3</sup> Assemblée générale des Nations Unies (2015). *Résolution : Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. New York : publication des Nations Unies. Disponible à l'adresse [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>4</sup> House S., Ferron S., Sommer M. et Cavill S. (2014). *Violence, gender and WASH: a practitioner's toolkit. Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services*. Londres, Royaume-Uni : WaterAid/SHARE. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit](http://washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>5</sup> ONU (2014). *World urbanization prospects: the 2014 revision, highlights*. Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Disponible à l'adresse [esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Highlights.pdf](http://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Highlights.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>6</sup> Evans B., Hueso A., Johnston R. et coll. (2017). *Limited services? The role of shared sanitation in the 2030 Agenda for Sustainable Development*. *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development* Disponible à l'adresse [iwaponline.com/washdev/article/7/3/349-351/31612](http://iwaponline.com/washdev/article/7/3/349-351/31612) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>7</sup> WSUP (2011). *When are communal/public toilets an appropriate option?* Topic Brief, TB001, février 2011. Disponible à l'adresse [wsup.com/insights/when-are-communal-or-public-toilets-an-appropriate-option/](http://wsup.com/insights/when-are-communal-or-public-toilets-an-appropriate-option/) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>8</sup> Scott P., Sohail M. et Cavill S. (2017). *Urination needs and practices away from home: where do women go?* Article 2649, 40<sup>e</sup> conférence internationale du centre WEDC. Disponible à l'adresse [wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/conference/40/Scott-2596.pdf](http://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/conference/40/Scott-2596.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>9</sup> Aspinall P., Ward-Thompson C., Alves S. et Sugiyama T. (2010). *Preference and relative importance for environmental attributes of neighbourhood open space in older people*. *Environment and Planning B: Planning and Design* Vol. 37, p. 1022-39. Disponible à l'adresse [journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1068/b36024](http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1068/b36024) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>10</sup> Afacan Y. et Meltem G. (2015). *Public toilets: an exploratory study on the demands, needs and expectations in Turkey*. *Environment and Planning B: Planning and Design*. Vol. 42, p. 242-62. Disponible à l'adresse [journals.sagepub.com/doi/abs/10.1068/b130020p](http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1068/b130020p) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>11</sup> Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement (2010). *Progrès en matière d'assainissement et d'alimentation en eau - Rapport 2010*. Genève : OMS/UNICEF. Disponible à l'adresse [http://www.who.int/water\\_sanitation\\_health/publications/9789241563956/fr/](http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/9789241563956/fr/) (consulté le 4 septembre 2018).

- <sup>12</sup> Burt Z., Nelson K. et Ray I. (2016). *Towards gender equality through sanitation access*. ONU-Femmes, New York. Disponible à l'adresse [unwomen.org/en/digital-library/publications/2016/3/towards-gender-equality-through-sanitation-access](http://unwomen.org/en/digital-library/publications/2016/3/towards-gender-equality-through-sanitation-access) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>13</sup> Das B., Das P., Dutta A. et coll. (2015). *Social and psychological impact of limited access to sanitation*. Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; London School of Hygiene and Tropical Medicine. Disponible à l'adresse [wsscc.org/wp-content/uploads/2015/09/Briefing\\_Note\\_3\\_2015\\_UPDATE.pdf](http://wsscc.org/wp-content/uploads/2015/09/Briefing_Note_3_2015_UPDATE.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>14</sup> Corburn J. et Hildebrand C. (2015). *Slum sanitation and the social determinants of women's health in Nairobi, Kenya*. Journal of Environmental and Public Health. Vol. 2015. Article n° 209505. Disponible à l'adresse [doi.org/10.1155/2015/209505](https://doi.org/10.1155/2015/209505) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>15</sup> Hulland K. R. S., Chase R. P., Caruso B. A. et coll. (2015). *Sanitation, stress, and life stage: a systematic data collection study among women in Odisha, India*. PLoS ONE 10(11): e0141883. Disponible à l'adresse [doi.org/10.1371/journal.pone.0141883](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0141883) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>16</sup> Benjamin C. et Hueso A. (2017). *LGBTI and sanitation: what we know and what the gaps are*. 40<sup>e</sup> conférence internationale du centre WEDC, Loughborough, Royaume-Uni. Disponible à l'adresse [wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/conference/40/Benjamin-2649.pdf](http://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/conference/40/Benjamin-2649.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>17</sup> Kumar M. (2013). *Rapists on prowl in loo-less rural Bihar*. 17 janvier 2013. in House S., Ferron S., Sommer S. et Cavill S. (2014)<sup>4</sup>.
- <sup>18</sup> Massey K. (2011). *Insecurity and shame, exploration of the impact of the lack of sanitation on women in the slums of Kampala, Uganda*. Document d'information. Londres : SHARE Consortium. Disponible à l'adresse [assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08ae9e5274a27b2000839/VAW\\_Uganda.pdf](http://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08ae9e5274a27b2000839/VAW_Uganda.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>19</sup> Corburn J. et Hildebrand C. (2015). *Slum sanitation and the social determinants of women's health in Nairobi, Kenya*. Journal of Environmental and Public Health. Disponible à l'adresse [dx.doi.org/10.1155/2015/209505](https://doi.org/10.1155/2015/209505) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>20</sup> Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (2013). *Celebrating womanhood: how better menstrual hygiene management is the path to better health, dignity and business*. Disponible à l'adresse [wsscc.org/wp-content/uploads/2016/05/Celebrating-Womanhood-How-better-menstrual-hygiene-management-is-the-path-to-better-health-dignity-and-business-%E2%80%93-WSSCC-2013.pdf](http://wsscc.org/wp-content/uploads/2016/05/Celebrating-Womanhood-How-better-menstrual-hygiene-management-is-the-path-to-better-health-dignity-and-business-%E2%80%93-WSSCC-2013.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>21</sup> House S., Mahon T. et Cavill S. (2012). *Menstrual hygiene matters: a resource for improving menstrual hygiene around the world*. Londres, Royaume-Uni : WaterAid/SHARE. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters](http://washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>22</sup> IRC (2017). *Just the facts: understanding menstruation*. Comité international de secours. Disponible à l'adresse [rescue.org/sites/default/files/document/2115/justthefacts-understandingmenstruation.pdf](http://rescue.org/sites/default/files/document/2115/justthefacts-understandingmenstruation.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>23</sup> House S., Mahon T. et Cavill S. (2012). *Menstrual hygiene matters: a resource for improving menstrual hygiene around the world*. Londres, Royaume-Uni : WaterAid/SHARE. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters](http://washmatters.wateraid.org/publications/menstrual-hygiene-matters) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>24</sup> Sweetman C. et Cooke L. (Éd.) (2017). *Gender and development: water, sanitation and hygiene*. Oxfam Publishing, Oxford, Royaume-Uni. Vol. 25:2.
- <sup>25</sup> Bhakta A., Fisher J. et Reed B. (2014). *WASH for the perimenopause in low-income countries: changing women, concealed knowledge?* 37<sup>e</sup> conférence du centre WEDC : Sustainable water and sanitation services in a fast changing world, Hanoi.
- <sup>26</sup> Bishop K. (2016). Gender and Development Network. *Briefing: achieving gender equality through WASH*. WaterAid et GADN.

- <sup>27</sup> Hafskjold B., Pop-Stefanija B. Giles-Hansen C. *et coll.* (2016). *Taking stock: incompetent at incontinence – why are we ignoring the needs of incontinence sufferers?* Waterlines 2016, 35.
- <sup>28</sup> Greed C. (2003). *Inclusive urban design: public toilets*. Londres : Routledge.
- <sup>29</sup> Corburn J. et Hildebrand C. (2015). *Slum sanitation and the social determinants of women's health in Nairobi, Kenya*. *Journal of Environmental and Public Health*. Disponible à l'adresse [dx.doi.org/10.1155/2015/209505](https://doi.org/10.1155/2015/209505) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>30</sup> Amnesty International (2010). *Insecurity and indignity: women's experiences in the slums of Nairobi, Kenya*. Londres, Royaume-Uni : Amnesty International. in Corburn J. et Hildebrand C. (2015)<sup>19</sup>.
- <sup>31</sup> (*ibid.*)
- <sup>32</sup> Reddy Y. M., Chary V. S. et Srividya R. (2017). *Why do women in India not use public toilets? Patterns and determinants of usage by women in Warangal City*. Article 2794, 40<sup>e</sup> conférence internationale du centre WEDC, Loughborough, Royaume-Uni. Disponible à l'adresse [wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/conference/40/Reddy-2794.pdf](https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/conference/40/Reddy-2794.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>33</sup> House S., Ferron S., Sommer M. et Cavill S. (2014). *Violence, gender and WASH: a practitioner's toolkit. Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services*. Londres, Royaume-Uni : WaterAid/SHARE. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit](https://washmatters.wateraid.org/violence-gender-and-wash-toolkit) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>34</sup> Boyce P., Brown S., Cavill S. *et coll.* (2018). *Transgender-inclusive sanitation: insights from South Asia*. Waterlines, 37 (2). Disponible à l'adresse [doi.org/10.3362/1756-3488.18-00004](https://doi.org/10.3362/1756-3488.18-00004) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>35</sup> Reed B. *et coll.* (2018). *Shedding light on humanitarian sanitation*. In : Shaw R. J. (Éd.). *Transformation towards sustainable and resilient WASH services Actes de la 41<sup>e</sup> conférence internationale du centre WEDC, Nakuru (Kenya), 9-13 juillet 2018*, Article 3073, p. 7. Disponible à l'adresse [dSPACE.lboro.ac.uk/dSPACE-jspui/bitstream/2134/34600/1/Reed-3073.pdf](https://dSPACE.lboro.ac.uk/dSPACE-jspui/bitstream/2134/34600/1/Reed-3073.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>36</sup> (*Ibid.*)
- <sup>37</sup> Global Handwashing Partnership (2017). *FAQ: Using nudges to encourage handwashing with soap*. Disponible à l'adresse [globalhandwashing.org/wp-content/uploads/2017/11/Using-Nudges-to-Encourage-Handwashing-with-Soap.pdf](https://globalhandwashing.org/wp-content/uploads/2017/11/Using-Nudges-to-Encourage-Handwashing-with-Soap.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>38</sup> Jones H. et Reed B. (2005). *L'alimentation en eau et les installations sanitaires pour les personnes handicapées et autres groupes vulnérables : la conception des services permettant d'améliorer l'accessibilité*. Royaume-Uni : WEDC. Disponible à l'adresse <https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/details.html?id=12520> (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>39</sup> CSIR Building and Construction Technology (2000). *Guidelines for human settlement planning and design*. Disponible à l'adresse [csir.co.za/sites/default/files/Documents/Chapter\\_05\\_07\\_Vol\\_I.pdf](https://csir.co.za/sites/default/files/Documents/Chapter_05_07_Vol_I.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>40</sup> Swachha Andhra Corporation (SAC), les pouvoirs publics de l'État d'Andhra Pradesh et GIZ (2016). *Guidelines for public and community toilets management by cities in Andhra Pradesh*. Disponible à l'adresse [susana.org/\\_resources/documents/default/3-2933-7-1517379253.pdf](https://susana.org/_resources/documents/default/3-2933-7-1517379253.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>41</sup> Secrétariat de l'ASEAN (2016). *ASEAN public toilet standard*. Jakarta : Secrétariat de l'ASEAN. Disponible à l'adresse [asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf](https://asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>42</sup> Jones H. et Wilbur J. (2014). *Compendium de technologies AEPHA accessibles*. WEDC, WaterAid et SHARE : Londres. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoof256/files/Compendium%20de%20technologies%20AEPHA%20accessibles%201%20atteindre%20les%20installations%20hr.pdf](https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoof256/files/Compendium%20de%20technologies%20AEPHA%20accessibles%201%20atteindre%20les%20installations%20hr.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).

- <sup>43</sup> Secrétariat de l'ASEAN (2016). *ASEAN public toilet standard*. Jakarta : Secrétariat de l'ASEAN. Disponible à l'adresse [asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf](http://asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>44</sup> Jones H. et Reed B. (2005). *L'alimentation en eau et les installations sanitaires pour les personnes handicapées et autres groupes vulnérables : la conception des services permettant d'améliorer l'accessibilité*. Royaume-Uni : WEDC. Disponible à l'adresse [wedc-knowledge.lboro.ac.uk/details.html?id=12520](http://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/details.html?id=12520) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>45</sup> (*Ibid.*)
- <sup>46</sup> (*Ibid.*)
- <sup>47</sup> Anantakrishnan et Srivastava (2018). *Closing the gap between sustainability and affordability: communal sanitation in urban slums of India*.
- <sup>48</sup> Assemblée générale des Nations Unies (2015). *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement*. Disponible à l'adresse [undocs.org/fr/A/HRC/30/39](http://undocs.org/fr/A/HRC/30/39) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>49</sup> WSUP (2011). *Topic brief: When are communal or public toilets an appropriate option?* Disponible à l'adresse [waterfund.go.ke/sanitation/Downloads/8.%20Communal%20Public%20Toilets%20\(WSUP\).pdf](http://waterfund.go.ke/sanitation/Downloads/8.%20Communal%20Public%20Toilets%20(WSUP).pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>50</sup> Secrétariat de l'ASEAN (2016). *ASEAN public toilet standard*. Jakarta : Secrétariat de l'ASEAN. Disponible à l'adresse [asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf](http://asean.org/storage/2012/05/ASEAN-Public-Toilet-Standard.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>51</sup> République de l'Inde (2017). *Guidelines for Swachh Bharat Mission – Urban*. Disponible à l'adresse [ud-hp.in/pdf/SBM\\_Guideline.pdf](http://ud-hp.in/pdf/SBM_Guideline.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>52</sup> Schneider K. (2016). *Durban water and sanitation for poor sets global standard*. Disponible à l'adresse [circleofblue.org/2016/africa/durban-water-and-sanitation-for-poor-sets-global-standard/](http://circleofblue.org/2016/africa/durban-water-and-sanitation-for-poor-sets-global-standard/) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>53</sup> Mallik S. (2017). *The fastest growing megacity Dhaka gets three new toilets*. Disponible à l'adresse [wateraid.org/bd/media/the-fastest-growing-megacity-dhaka-gets-three-more-public-toilets](http://wateraid.org/bd/media/the-fastest-growing-megacity-dhaka-gets-three-more-public-toilets) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>54</sup> UNICEF (2018). *Advocating for investment in accessible and inclusive WASH*. Disponible à l'adresse [unicef.org/disabilities/files/UNICEF\\_Advocating\\_for\\_investment\\_in\\_accessible\\_and\\_inclusive\\_WASH\\_Factsheet.pdf](http://unicef.org/disabilities/files/UNICEF_Advocating_for_investment_in_accessible_and_inclusive_WASH_Factsheet.pdf) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>55</sup> WSUP (2017). *A ward-by-ward approach to eliminating open defecation: experience from Visakhapatnam, India*. Disponible à l'adresse [wsup.com/insights/a-ward-by-ward-approach-to-eliminating-open-defecation-experience-from-visakhapatnam-india/](http://wsup.com/insights/a-ward-by-ward-approach-to-eliminating-open-defecation-experience-from-visakhapatnam-india/) (consulté le 4 septembre 2018).
- <sup>56</sup> WSUP (2014). *A gender-inclusive approach in practice: communal sanitation*. Disponible à l'adresse [wsup.com/insights/a-gender-inclusive-approach-in-practice-communal-sanitation](http://wsup.com/insights/a-gender-inclusive-approach-in-practice-communal-sanitation) (consulté le 4 septembre 2018).



## Remerciements

Ce guide a été rédigé par Priya Nath (WaterAid), Andrés Hueso (WaterAid), Meghna Malhotra (Urban Management Center) et Shipra Patel (Urban Management Center).

Nous tenons à remercier Connie Benjamin, Rémi Kaupp, ABM Mobasher Hossain et Rebecca Heald de WaterAid ; Julia Stricker, Brooke Yamakoshi et Lizette Burgers de l'UNICEF ; Sam Drabble et Jakob Kisker de WSUP ; ainsi que Juice Design et Strategic Agenda pour leurs conseils et leur travail qui nous ont grandement aidés lors de la préparation de ce guide.

Nous sommes énormément reconnaissants envers l'ensemble de nos collaborateurs et des experts du secteur qui nous ont apporté de précieux avis aux étapes initiales de la rédaction ou leurs commentaires sur nos versions préliminaires, ainsi qu'envers les représentants des pouvoirs publics qui ont aimablement répondu à nos demandes de consultations.

L'élaboration et la diffusion de ce guide ont été soutenues par WaterAid, l'UNICEF et WSUP. Des membres d'Urban Management Centre ont examiné nos données et rédigé la première version.

Ce guide ainsi que toutes les ressources associées peuvent être téléchargés à l'adresse [washmatters.wateraid.org/female-friendly-toilets](https://washmatters.wateraid.org/female-friendly-toilets)

Citation suggérée : UNICEF, WaterAid et WSUP (2018). *Des toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles : guide à l'intention des urbanistes et des décideurs*. Londres, Royaume-Uni : Amnesty International. Disponible à l'adresse [washmatters.wateraid.org/female-friendly-toilets](https://washmatters.wateraid.org/female-friendly-toilets)

Les idées exprimées dans cette publication ne traduisent pas nécessairement les politiques ou les opinions de l'UNICEF.

Illustration de couverture : Ima, employée de toilettes publiques à Kumasi, la deuxième ville du Ghana. Crédit : WSUP

Quatrième de couverture : (de gauche à droite) Abebech Indire, Alemitu Feyissa et Meselech Abebe devant les nouvelles toilettes communautaires accessibles aux personnes à mobilité réduite à Wolisso, dans l'État d'Oromiya (Éthiopie). Crédit : WaterAid/Behailu Shiferaw



Ce guide peut contribuer à une meilleure compréhension des besoins des femmes et des filles en matière d'hygiène par les autorités locales. Il suggère des mesures concrètes permettant de s'assurer que les toilettes publiques et communautaires répondent à ces besoins, afin que les femmes et les filles puissent se déplacer plus librement et participer plus activement à la vie publique.



[washmatters.wateraid.org/female-friendly-toilets](http://washmatters.wateraid.org/female-friendly-toilets)

Octobre 2018

[@wateraid](https://twitter.com/wateraid) [@UNICEF](https://twitter.com/UNICEF) [@WSUPUK](https://twitter.com/WSUPUK)